

La Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

CONDITIONS D'ABONNEMENT		ADMINISTRATION & REDACTION	TROISIÈME ANNÉE — N° 26
FRANCE, ALGÉRIE COLONIES	EXTÉRIEUR	96. Quai Jémmapes, 96	15 Janvier 1927
Six mois . 16 fr.	Six mois . 22 fr.	Paris-X ^e .	Prix du numéro 1 50
Un an . 30 fr.	Un an . 40 fr.	Chèque Postal : <i>Révolution Prolétarienne</i> 734-99	(Extérieur : 2 fr.)

SOMMAIRE

- Le Carnet du Sauvage :
- De Millerand en Pierre Laval. — La crise de chômage. — Pauvre Semard! P. MONATTE.
 - Le temps des « as » ou le temps de la force collective R. LOUZON.
 - Parmi nos lettres :
 - Rire... et continuer malgré l'excommunication. — Une lettre sur le chômage. — Un billet de Serbie.
 - La Chine en esclavage Le Kuo Min Tang.
 - Russes et Chinois E. RECLUS.
 - La force de la démocratie R. L.
 - De Ruth Fischer à Sméral A. ROSMER.

CHOSSES DE RUSSIE

Les syndicats dans les concessions.

NOTES ÉCONOMIQUES

La chaudière moderne, instrument du capitalisme financier. — A travail égal, salaire égal (R. LOUZON.). — L'internationalisation de l'industrie.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Quelques mots à Monmousseau (F. LORiot). — Le courrier de la Ligue.

A TRAVERS LES LIVRES

Syndicats et Coopératives agricoles, de M. Augé-Laribé (A. RICHARD). — *La Paroissienne*, de J. Jolinon (B. GIAUFFRET).

FAITS ET DOCUMENTS

Les faits de la quinzaine. — Le bel exemple des syndicats du Livre de Haute-Savoie. — L'affaire Lagresle.

Le Carnet du Sauvage

De Millerand en Pierre Laval.

Qu'est-ce qu'on peut bien dégager des dernières élections sénatoriales? Pas grand'chose. Elles marquent dans l'ensemble une certaine régression du Cartel puisqu'il avait à recueillir le bénéfice sénatorial de ses progrès aux élections municipales et qu'il ne ramasse qu'une douzaine de sièges nouveaux.

Ces élections auraient été assez ternes si la Seine n'avait fourni quelques épisodes savoureux. Je ne veux pas parler du grand exploit dont les communistes sont si fiers. Il n'y a peut-être pas de quoi, d'ailleurs. Si le Bloc national a eu deux « rescapés » au troisième tour, les amateurs de stratégie électorale peuvent se demander si la savante manœuvre communiste n'y a pas contribué en brouillant dès le premier tour le jeu du Cartel et en faisant s'entre-choquer les ambitions. Évidemment, les cartellistes seraient mal venus à le leur reprocher après avoir toléré dans leurs rangs les non moins savantes manœuvres de Laval et de Sellier. Dans tout cela, on ne voit pas très bien ce que vient faire l'intérêt ouvrier. Toutes ces manœuvres sont jeux de foire, de foire électorale.

Non, ce que j'ai particulièrement admiré, c'est autre chose : un vaste tableau à deux panneaux. D'un côté, Millerand s'en allant, vaincu et abandonné. De l'autre, Laval surgissant tout seul au premier tour, élu du Cartel et de Billiet.

On raconte souvent que Laval vient du syndicalisme révolutionnaire. Ce n'est pas tout à fait exact. Il vient du parti socialiste. Il aurait pu, comme le groupe du *Mouvement Socialiste*, être au parti socialiste et se réclamer du syndicalisme révolutionnaire, mais ce n'était pas son cas. Je ne crois pas qu'il se soit jamais soucié beaucoup de tendances ni de théories; il avait d'autres préoccupations.

pations sans doute. Certes, il fut chroniqueur judiciaire à la *Bataille syndicaliste*, mais voici par quel hasard. Nous avons décidé, à la fondation de la *B. S.*, pour ne pas laisser cette fonction de rédacteur judiciaire servir de marchepied électoral à quelque avocat — ah ! les avocats — de la confier à une avocate; on serait ainsi à l'abri. On fit donc appel à Maria Vérone. Malheureusement, elle n'était pas assez au courant des questions ouvrières; il fallut songer à la remplacer. Je ne sais plus qui indiqua Laval, avocat jeune, actif et inconnu. Allons pour Laval, répondîmes-nous tous; nous avons de la marge avant qu'il soit inquiétant. Deux ou trois ans après, le lascar était député. Il avait brûlé les étapes.

Si jamais j'écris mes mémoires, je raconterai comment, le dimanche de la mobilisation, à minuit, en gare de Saint-Germain-des-Fossés, je rencontrai Laval, alors député, et comment j'eus, par lui, un avant-goût de l'atmosphère de guerre. En y repensant plus tard et souvent, je me suis convaincu que, dès ce moment, Laval était déjà dans la poche du Gouvernement et tout le groupe socialiste avec lui. Je ne devais plus en douter quelques semaines après, quand, le retrouvant encore sur le quai d'une gare d'Auvergne, il voulut m'envoyer en Italie pour gagner les syndicalistes italiens à l'interventionnisme.

Millerand a été chassé du Sénat. Oui, mais Laval y est entré. Il y a trente ans, Millerand s'acquaintait avec Galiffet. Aujourd'hui, Laval s'acquaintait avec Billiet. Millerand peut quitter la scène politique, il laisse des petits; et ce qui est plus grave, il laisse un système de corruption du mouvement ouvrier auquel son nom restera attaché.

La crise de chômage.

Le gouvernement sait mieux que personne que les statistiques de chômeurs dressées par les services officiels sont inexactes. Il le sait si bien que c'est lui-même qui a recommandé de manière instante au patronat de limiter au strict minimum les débauchages d'ouvriers et préconisé de réduire plutôt de quelques journées par semaine ou de quelques heures par jour le temps de travail. On obtient ainsi un nombre relativement faible de chômeurs complets. Mais tout à côté, il existe un nombre important de chômeurs partiels.

En outre, le recensement des ouvriers inscrits pour toucher l'allocation de chômage ne donne pas un chiffre même approximativement exact des chômeurs complets. On verra plus loin, par une lettre d'un camarade qui analyse les opérations de chômage du service municipal de Saint-Ouen, que beaucoup d'ouvriers négligeaient et négligent encore de se faire inscrire, les secours étant par trop faibles. A mon sens, une autre raison intervenait. L'ouvrier, l'ouvrier moyen répugne à recevoir une aumône; il fuit ce qui sent le bureau de bienfaisance. Il est indispensable d'examiner sous quelles formes les secours de chômage peuvent perdre ce caractère de charité. Sans nul doute, les Syndicats, les unions locales de syndicats seraient mieux placés que les municipalités pour répartir efficacement de tels secours et leur donner un caractère de solidarité.

Quelles sont les industries atteintes? En première ligne, celles qui travaillent pour l'exportation. Mais d'autres qui travaillent pourtant pour le marché local ou national.

Et l'on met à la porte là les vieux ouvriers, là les ouvriers étrangers, là les ouvrières. Un peu

partout, à la faveur du ralentissement de la production, on tente de rabaisser les salaires qui n'étaient déjà que trop bas. C'est par là que le patronat français commence la rationalisation.

Défendre le salaire de ceux qui restent au travail, arracher des secours qui ne soient ni ridicules ni pénibles à recevoir, voilà les deux formes de l'action qui s'impose.

Ce n'est pas un moyen fameux de défendre les salaires que de crier que la crise est formidable, que l'industrie va être paralysée à brève échéance. D'abord c'est encore une fois crier au loup avant qu'il ne soit là. En outre, c'est enlever aux camarades leur meilleur point d'appui, c'est-à-dire l'assurance que le travail qu'ils font ne peut pas leur être retiré des mains.

La mode est de dire qu'il faut voir grand. Tout le monde met des lunettes d'homme d'Etat ou de commissaire du peuple. On ne regarde plus avec des yeux d'ouvrier ni d'internationaliste et l'on ne voit plus à deux pas devant soi. Pas étonnant si de jeunes communistes de la C. E. de la C. G. T. U. estiment qu'il faut pousser, développer le chômage. Ils vous manient la pâte ouvrière comme Jouhaux, en septembre dernier, brassait les millions d'ouvriers étrangers ou indigènes. Il les refoulait, les uns en bloc, les autres en détail. Il n'en parle plus. Serait-il arrivé quelque accroc à ses grands projets ou bien les a-t-il tout simplement oubliés?

Faire face à la réalité exige de la bien voir et de saisir le sens des événements; mais bien voir, n'est-ce pas ce que l'on cherche le moins?

Pauvre Semard!

Chaque fois que Monmousseau ou Semard se font croquer à Moscou, ils se rattrapent ici sur notre dos. L'an dernier, Monmousseau se couvrait de ridicule là-bas en se faisant le défenseur de Treint et en menaçant de démissionner du Parti si son compère était limogé. Treint était limogé, Monmousseau ne démissionnait pas, mais une fois rentré, qu'est-ce que je prenais!

Cette année, même comédie. Semard a reçu à Moscou autre chose que des compliments. N'avait-il pas été forcé d'avouer que les effectifs du Parti sont tombés à 36.000 membres? Pour éviter de parler ici de ces choses, il a tenu à rapporter dans sa poche une bonne petite résolution contre nous. Pendant qu'on la discuterait, on ne parlerait pas d'autre chose.

Discutons tout de même cette résolution, maintenant que la *Correspondance Internationale* du 4 janvier a donné *in extenso* le réquisitoire de Semard. C'est bien ce que nous avons pensé. Pour Semard la *R. P.* est logée à la même enseigne que les publications du Parti; elle ne peut vivre de ses ressources propres. Ecoutez-le:

« Je pense qu'il faudra couper les vivres à la *Révolution Proletarienne*. Nous indiquerons, dans une petite commission, les mesures que l'Internationale doit prendre pour que la *Révolution Proletarienne* ne touche pas indirectement des fonds provenant du gouvernement des Soviets. »

Nous affirmons que ni directement ni indirectement la *R. P.* n'a touché des fonds provenant du gouvernement des Soviets. Il ne s'agit pas, j'imagine, dans la pensée de Semard, des vingt-deux abonnements que nous servons en Russie.

Semard affirme le contraire. Nous lui offrons une occasion inespérée de nous convaincre de mensonge. Il ne peut moins faire que de sauter dessus.

P. MONATTE.

A PROPOS D'UN FILM

Le temps des « as » ou le temps de la force collective

Voici quelques mois qu'on donne un film cubiste : *l'Inhumaine*. De la technique de ce film, de la valeur du cubisme comme mode d'expression de la vie moderne, je laisse à de plus compétents le soin de parler ; ce que je voudrais seulement signaler c'est la thèse de l'auteur, car il s'agit là d'un « film à thèse », et d'une thèse actuellement très à la mode.

Voici le sujet : une femme, « grande » cantatrice, dont la maison est le rendez-vous de toutes les « élites », adorée par le « grand » financier, le « grand » rajah, etc... se refuse à tous parce qu'il lui faut un homme encore plus « grand », un homme qui aura fait quelque chose d'extraordinaire, hors de tout le vu et le connu ; cet homme se révèle, c'est le technicien, un un électricien, qui a entre autres trouvé le moyen de rappeler les morts à la vie.

Sujet un peu enfantin, un peu conte de fées, mais qui tire son intérêt de l'idée qui est abondamment exposée par le texte et par l'image, et que voici : il n'y a que quelques individus qui comptent, les hommes et les femmes « supérieurs », la grande cantatrice, le puissant banquier, etc..., tout le reste est quantité négligeable. Quand l'auteur du film est obligé de présenter d'autres hommes que ceux de l'« élite », il les rend anonymes pour bien symboliser leur nullité ; les domestiques de la chanteuse portent des masques, et les aides de l'ingénieur se meuvent avec une telle rapidité pour exécuter les « ordres » du chef (le mot *ordres* est écrit dans l'un des textes en lettres d'un demi-mètre de haut) que leurs visages sont indiscernables.

Eh bien ! il ne faut pas se le dissimuler, c'est là une idée qui, depuis quelques années a fait des progrès considérables. Il y a vingt ans, on n'aurait pas osé en France, de crainte de paraître lamentablement roccoco et réactionnaire, employer le mot *élite* ; maintenant celui-ci s'étale sur tous les murs et dans toutes les feuilles, voire dans les feuilles dites communistes.

Au cours des deux siècles derniers on avait cherché à abolir le préjugé de l'aristocratie, de toutes les aristocraties ; le « peuple », c'est-à-dire la force collective et anonyme avait été divinisé ; même Renan, qui passe pour le plus aristocrate des écrivains de cette époque, proclamait que c'est dans « le génie collectif des masses » que se trouve « la source de toutes les grandes choses ». Aujourd'hui, c'est l'inverse : le culte du peuple est remplacé par celui du héros ; le génie collectif est nié ; on ne jure plus que par les individus.

Il serait intéressant de rechercher dans le détail l'origine de cette transformation. Elle me semble devoir être due à la forme qu'a revêtue certaine sorte de combat durant la dernière guerre. Par le prestige que la guerre exerce sur les imaginations, la technique guerrière a toujours exercé une grande influence sur la formation des idées.

On a dit maintes fois que l'invention de la poudre à canon avait tué la féodalité. Cela n'est pas vrai seulement matériellement, mais aussi spirituellement : les idées démocratiques dérivent pour une large part des conditions propres au combat de l'infanterie. Or, alors que depuis quelque cinq cents ans, le com-

battant individuel avait pour ainsi dire disparu, alors que n'existait plus que la force anonyme et collective de la masse armée, le combattant individuel a brusquement réapparu durant cette dernière guerre, du fait de l'aviation. L'aviateur de chasse a été une véritable réapparition du chevalier du moyen âge, luttant, homme contre homme, dans un combat dont l'issue dépend essentiellement de la valeur personnelle des deux individus. Grâce au prestige de l'aviation en général, et de l'aviation militaire en particulier, la conception de l'« as » s'est généralisée ; on l'a étendue successivement à tous les autres domaines, y compris même celui de la technique et de la science. La force collective, le génie collectif, ça n'existe pas. Il n'existe que la valeur individuelle des « as ».

C'est là une conception qui mérite d'être discutée sérieusement, car s'il était vrai que les progrès de la technique tendent à concentrer entre les mains de quelques personnages d'élite la force matérielle, si la tendance était à ce que quelques inventeurs de génie puissent s'assurer par des découvertes personnelles dont ils pourraient garder le secret, des moyens d'action dont serait dépourvu le commun des mortels, il est bien évident que le communisme serait alors une pure utopie. Dans une société où la force serait individuelle, il serait vain d'espérer une direction collective, une répartition collective.

Heureusement rien n'est plus faux ! La véritable tendance est exactement contraire. Le rôle des « grands génies » dans le progrès de la technique et de la science est de plus en plus limité. Les grandes découvertes qui ont révolutionné le monde à la fin du XVIII^e siècle ont été encore pour une assez large part l'œuvre d'un individu ou d'un très petit nombre d'individus ; on peut dire le nom des inventeurs du métier mécanique ou de la machine à vapeur, on peut dire également que Lavoisier est le fondateur de la chimie, — mais essayez d'en faire autant pour l'auto ou l'avion ; vous n'y arriverez pas, vous trouverez facilement, certes, les noms d'un grand nombre de gens qui ont puissamment contribué à créer l'un ou l'autre, mais vous ne pourrez pas dire, à l'inverse de ce que vous pouvez faire pour le métier mécan que ou la machine à vapeur, que c'est tel ou tel qui a imaginé et réalisé le dispositif essentiel qui a permis à l'auto de rouler et à l'avion de voler ; l'auto, l'avion sont le produit d'une somme considérable d'inventions et de perfectionnements de détail imaginés ou réalisés par toute une masse d'individus, ouvriers, contremaitres, ingénieurs, amateurs même. Ce sont des inventions collectives au premier chef. Il en est de même de l'électricité ; chacun a apporté sa pierre, personne n'y a réalisé la grande invention foudroyante, faisant faire d'un seul coup un immense bond en avant.

Non, jamais les grandes découvertes n'ont été autant qu'aujourd'hui anonymes et collectives, jamais elles n'ont été autant le fruit de toute une série d'inventions et de réalisations de détail dont chacune n'a de valeur que par les autres. La science, comme le dit excellemment un physicien américain, « se bâtit comme une cathédrale, elle est le résultat du travail de nombreux ouvriers, dont chacun apporte à l'édifice une pierre différente ».

Et quant au fait particulier qui tend à faire croire le contraire, le combat individuel de l'aviateur, il est bien évident que ce n'est là qu'un phénomène tout à fait temporaire, dû à l'état d'enfance dans lequel se trouvait la technique de l'aviation aux débuts de la guerre. Dans la dernière année de la guerre, lorsqu'on commença à employer l'aviation en masse dans des bombardements aériens de jour, il devint clair

que le combat individuel de l'aviateur allait voir prochainement son rôle se terminer. Dans la prochaine guerre un « as » d'aviation, c'est-à-dire un bon tireur monté sur un avion, n'aura pas plus d'importance dans les combats de l'air que n'en a actuellement un bon pointeur de canon dans les combats de mer.

Loin d'exprimer, comme il en a la prétention, la réalité d'aujourd'hui, le film cubiste de l'*Inhumaine*, — et avec lui tous ceux dont il est l'interprète, tous les croyants au « génie », tous les mystiques du « sur-homme », — tournent le dos à la réalité.

R. LOUZON.

Parmi nos Lettres

**Rire...
et continuer
malgré l'excom-
munication.**

La Congrégation de l'Index communiste veut-elle savoir comment est accueillie sa bulle d'excommunication ? Qu'elle lise la lettre suivante qu'un bon militant nous envoie du

fond de sa province :

Vous voilà donc, mon cher Monatte, une fois de plus sacré contre-révolutionnaire — et il sera crime anti-communiste de vous aider « littérairement ou autrement » ! Il ne manque à cette bulle que l'interdiction de vous lire, mais elle est sans doute incluse dans ce charmant « ou autrement ». Et pendant ce temps Barbusse n'a-t-il point travaillé littérairement à la *Volonté* sans être anathème. Vous voilà, Monatte, plus contre-révolutionnaire que Caillaux et Dubarry !

Il faut rire quand même et continuer quand même à avoir raison... J'ai feuilleté aujourd'hui ces *R. P.* de deux ans pour savoir combien la *R. P.* avait eu raison contre ces révolutionnaires chimériques. Raison dans l'analyse de la crise financière, raison dans l'appréciation du fascisme (j'ai relu « Huile de ricin ou opium »), raison en dénonçant les inutiles risettes de l'année dernière aux commerçants (qu'en reste-t-il à cette heure ?), comme la *R. P.* aura raison demain en dénonçant les inutiles risettes à l'industrie artisanale, à l'industrie d'inflation...

A quoi bon polémiquer ? Vous l'avez dit, il faut continuer à dénoncer les erreurs du Parti sans aigreur, sans violence; il faut tranquillement tracer la voie où ceux qui vous engueulent vous suivront; il faut donner à nos camarades les matériaux pour penser en prolétaires libres. Tout ce qui se fait dans ce sens est bâti sur le roc...

*

**Une lettre
sur
le chômage.**

Quelle est l'importance exacte de la crise de chômage ? Quelles formes prend-elle ? Comment lutter contre elle ? Ces questions demandent d'être examinées

avec soin, avec plus de soin qu'on ne paraît en mettre.

Un camarade travaillant dans un service de chômage d'une municipalité de banlieue parisienne est à même de faire des constatations précises et précieuses. Audin nous raconte celles qu'il a faites à Saint-Ouen :

Voici quelques renseignements relatifs au chômage à Saint-Ouen. Les chiffres indiqués concernent les chômeurs inscrits à la mairie au 5 janvier et par conséquent résidant dans la commune; parmi ceux-ci une grande partie certainement sont employés dans les localités voisines ou à Paris.

Les 216 chômeurs inscrits au 5 janvier se répartissent ainsi : 46 appartenant à la métallurgie; 26 aux industries du bois; 19 au bâtiment; 11 à l'habillement; 10 aux cuirs et peaux (cordonniers et maroquiniers); 5 à l'alimentation; 4 aux produits chimiques (caoutchouc); 2 au papier-carton (carton-

nières); 1 au livre; 10 employés divers (magasiniers ou manutentionnaires, livreurs, etc.); 82 manœuvres.

Il est à remarquer que Saint-Ouen, ville ouvrière, ne comprend pas d'industrie nettement spécialisée en d'importantes usines, comme Puteaux et Billancourt par exemple. Aucune grande maison n'a fermé complètement. Deux grandes usines, la S. O. M. U. A. (Société d'outillage mécanique et d'usinage d'artillerie) et la Compagnie Thomson-Houston, n'ont pas licencié de personnel; cela peut s'expliquer par le fait que ces maisons ont des commandes à longue échéance et que la S. O. M. U. A. fabrique également beaucoup pour l'Etat.

Il ressort d'une étude des différentes catégories de chômeurs, que particulièrement pour les manœuvres, l'élément âgé est en majorité, de 50 à 70 ans par exemple. C'est ainsi que Citroën, à Saint-Ouen, après sa fermeture du jour de l'An, a renouvelé certaines catégories de son personnel en laissant à la porte des ouvriers âgés, chargés de travaux d'entretien. Pleyel, à Saint-Denis, a opéré de la même façon; ceci s'est passé d'une façon générale pour toutes les maisons qui ont fermé quelques jours.

Je n'ai pu avoir de précisions formelles sur la réduction des salaires ou des heures de travail.

Les chiffres que je cite vont évidemment paraître minimes pour une population ouvrière de 50.000 habitants et ne pas correspondre à l'émoi causé dans les organisations ouvrières par la crise de chômage. Mais, les industries particulièrement atteintes : bois et chaussures, ne comprennent qu'un nombre d'ouvriers assez modeste par rapport à la métallurgie et au bâtiment, et les autres industries ne sont pas encore gravement atteintes.

D'autre part, la modicité des secours accordés et les barèmes établis par les Pouvoirs publics écartent de l'inscription dans les mairies un très grand nombre de chômeurs. C'est ainsi que jusqu'au 31 décembre 1926 un ouvrier ne pouvait prétendre au secours infime de 2 fr. 75 par jour que si les ressources de la famille étaient inférieures à 9 francs par jour pour 2 personnes et 2 francs par personne à charge. Depuis le 1^{er} janvier le taux du secours est porté à 5 francs pour l'ouvrier seul et il est accordé si les ressources de la famille n'atteignent pas 18 francs par jour pour 2 personnes, et 7 francs par personne à charge. Ces taux sont loin encore de s'inspirer des conditions de vie actuelles, néanmoins ils décideront un plus grand nombre de chômeurs à réclamer le bénéfice de l'allocation.

Les inscriptions se font plus nombreuses depuis quelques jours, mais sans revêtir le caractère de 1922. Depuis un mois environ que le chômage est commencé, 200 inscriptions ont été recueillies alors qu'en 1922, pendant le même laps de temps il y en avait eu 400 environ.

On ne peut pas tirer de conclusions certaines basées sur une seule localité, mais la crise actuelle ne me paraît pas encore revêtir le caractère de gravité que certains veulent y voir.

*

**Un
billet de Serbie.**

Un camarade avait demandé à l'un de ses amis, ex-comitadj serbe, actuellement à Belgrade, ce qu'il y avait au fond de l'histoire italo-albanaise. Il en a reçu la réponse suivante :

L'histoire italo-albanaise ? On s'en « fout » ici complètement. D'ailleurs ils ont autre chose à faire. Comme Pachitch est mort il y a un bouleversement dans les relations des partis. On vient de clore la crise ministérielle du 18 juin par un gouvernement non viable, qui s'occupe tout de même de la menace italienne, ayant réservé les portefeuilles de la Guerre et des Transports à des généraux; le roi a fait également quelques visites à l'Etat-Major; Raditch qui est représenté dans le ministère par deux portefeuilles, parle de l'accord urgent avec la Bulgarie et la Russie. Mais en réalité l'histoire italienne n'est pas sérieuse. Ça masque un peu l'histoire chinoise qui est autrement importante.

LA CHINE EN ESCLAVAGE

Un camarade chinois, à qui nous avons demandé d'exposer aux lecteurs de la R. P. le programme et l'histoire du Kuo Min Tang, nous a répondu : « Pourquoi ne publieriez-vous pas tout d'abord le manifeste lancé de Canton, le 21 janvier 1924, par la Convention nationale du Kuo Min Tang ? »

Nous publions aujourd'hui la première partie de ce document. Dans le numéro prochain nous en donnerons la deuxième et la troisième : Les principes et le programme politique du Kuo Min Tang.



La révolution chinoise qui prit sa source dans la période suivant la guerre avec le Japon en 1895, et s'accrut rapidement en 1900, atteignit son summum dans la ruine finale de la forme monarchique du gouvernement, en 1911-1912.

Aucune révolution ne se fait du jour au lendemain. Intérieurement, depuis la domination de la Chine par les Mandchous, des sentiments nationaux se sont dessinés à l'horizon politique de la Chine; et depuis l'ouverture du pays aux Occidentaux, la situation se compliqua davantage par l'afflux rapide et continu des forces impérialistes qui, sous forme de conquêtes militaires et d'exploitation économique, réduisirent bientôt le pays à un état de demi-indépendance.

Le gouvernement mandchou, quoique impuissant à se défendre contre toute agression étrangère, se débattit de toute façon au milieu du problème intérieur, encourageant ainsi les Puissances à pratiquer autant que possible une politique d'agrandissement.

Nous, membres du Kuo Ming Tang, qui suivons notre « leader », le docteur Sun Yat Sen, depuis des années, nous savions que, sans la destruction des vieilles coutumes mandchoues, il n'y avait aucun espoir de reconstruire la Chine, et nous avons poussé de l'avant pour assumer la direction des forces révolutionnaires.

Nous avions pour but final de protéger le peuple chinois en instituant un gouvernement républicain.

Ainsi, il est clair que l'objet de notre révolution ne consistait pas dans l'extermination de la dynastie régnante d'alors, mais réellement dans la reconstruction de la nation.

Nous avons discerné en ce temps de nouveaux systèmes de développement par différentes voies. Au point de vue national, ils avaient pour but la transition de la domination d'un seul groupe à une égale participation de tous les groupes à la direction du pays; politiquement, l'absolutisme paraissait ouvrir la voie à un contrôle démocratique; et, économiquement, la production de l'artisanat devait être remplacée par une production basée sur les principes capitalistes. Si ces tendances avaient été conduites à leur pleine maturité, la transformation de la Chine en aurait fait, d'un pays semi-indépendant qu'elle était, un membre jeune encore de la famille des nations, investi des mêmes droits et privilèges que tout autre pouvoir souverain; ces tendances y auraient aidé de façon très active.

Le régime actuel était absolument l'opposé de

ce que nous espérions. La Révolution eut plein succès en ce sens qu'elle ouvrit la voie à l'émancipation graduelle des groupes nationaux précédemment opprimés dans le pays; et seulement en ce sens.

Si les forces révolutionnaires ont déposé les armes si tôt c'est qu'un compromis, nécessité en partie par les circonstances, surgit entre les nouveaux « leaders » et l'ancien régime; il fut prouvé bientôt que c'était là une concession irréparable à la monarchie; en ceci réside la première faute du mouvement.

A la tête de l'ancien régime était Yuan Shih-kai; son gouvernement plein de menaces ne fut pas, au début, particulièrement sévère; et n'était le fait que les chefs révolutionnaires étaient extrêmement anxieux d'éviter une future guerre civile et aussi parce qu'ils voulaient un parti politique discipliné, consciencieux et plein d'initiative, ce gouvernement de Yuan Shih-kai eût pu être battu facilement.

Un tel parti, s'il avait existé alors, aurait facilement dénoué les intrigues de Yuan Shih-kai et conduit le mouvement à la victoire finale.

Yuan Shih-kai était le génie démoniaque de la classe militaire du Nord; il avait la sympathie des gouvernements étrangers; et ce qui est pis, il formait le noyau autour duquel les forces antirévolutionnaires, aussi bien militaires que civiles, se rassemblaient comme des parasites. C'est à cet homme que le parti révolutionnaire fit des concessions. Voilà la grande faute!

Depuis la mort de Yuan Shih-kai, au cours du mouvement révolutionnaire d'autres fautes furent commises; à chaque faiblesse de notre part correspondit une nouvelle avance de côté du parti militaire augmentant et perpétuant sa rapacité et ses atrocités, au détriment du peuple travailleur. Aucun travail constructif ne fut fait! Bien au contraire!

Les militaristes, formant une classe dont l'intérêt est complètement opposé à celui du peuple, ont constamment tremblé de crainte de perdre le pouvoir et ont été amenés, en conséquence, à être en rapport avec les forces impérialistes des gouvernements étrangers.

Quel en a été le résultat? Le soi-disant gouvernement républicain chinois est passé tout entier sous l'étreinte des militaristes et il a été toujours perverti depuis par l'argent des Puissances étrangères, assurant par ce moyen la survivance des militaristes eux-mêmes.

En d'autres termes, les militaristes usèrent du pouvoir pour tirer tous les avantages de leur côté. De gros emprunts à l'étranger furent faits pour couvrir les dépenses militaires, prolongeant et intensifiant de la sorte la guerre civile; exploitant la confusion, les Puissances s'en tirèrent par des faveurs ou des spoliations, sous forme de sphères d'influence. Ainsi considéré, le désordre intérieur de la Chine est certainement imputable pour une part aux Puissances qui pensaient se débarrasser des restrictions mutuelles qu'elles s'étaient imposées en servant d'instruments à ces militaristes. D'autre part, les guerres civiles avaient été l'ob-

taele le plus important au développement de l'industrie locale; jusqu'à ce jour, le marché est inondé de produits étrangers; le capital chinois, même sur le territoire chinois, est loin d'être capable de concurrencer le capital étranger. Aussi nous certifions que l'existence du peuple chinois a été trahie non seulement politiquement mais aussi au point de vue économique.

Un regard jeté sur le pays entier montrera que depuis la première faute du mouvement révolutionnaire, les classes moyennes ont été celles qui ont le plus souffert; les petits entrepreneurs firent banqueroute, les artisans de toute catégorie furent forcés de s'abandonner au vagabondage et au banditisme; les cultivateurs, incapables de conserver leurs propriétés, se virent obligés de vendre leurs terres au plus bas prix. De là résulta une augmentation rapide du coût de la vie et un accroissement correspondant d'impôts, — sans aucune raison.

La misère se montre partout et nul ne peut dire que nous ne sommes pas à la veille d'un cataclysme national! En somme, depuis treize ans, la Chine n'a pas fait de progrès; elle a plutôt rétrogradé! L'absolutisme des militaires d'une part et l'hostilité des Puissances d'autre part se sont toujours accrus et ont plongé le pays dans un état de demi-indépendance et de servitude.

Il n'est pas étonnant alors que le pays se plaigne sans arrêt de ses lourdes charges et que des personnalités influentes aient discuté et combattu pour arriver à une solution.

Examinons les différentes solutions qui ont été suggérées par différents partis ou groupements politiques et même par des patriotes et des étrangers sympathiques.

Ci-dessous un résumé de ces solutions et leur critique :

I. — LES CONSTITUTIONNELS

Ce groupe assure que le désordre régnant en Chine provient de l'absence d'une Constitution.

Il maintient que s'il y en avait une, elle pourrait servir de base à un appel à l'unité et que le présent état de dissolution et de désagrégation pourrait être évité.

Mais en affirmant cela, ce groupe ignore ce fait saillant qu'il en résulterait un recul pour le peuple entier; une telle Constitution n'est pas plus effective qu'un simple écrit; elle ne pourrait pas sauvegarder les droits du peuple ni se prémunir elle-même contre une attaque des militaristes.

Depuis la révolution, nous avons eu une Constitution provisoire, qu'a-t-elle donné de bon?

Les partisans de l'ancien régime, les officiels et les militaristes, ont été à même de la détruire et d'abuser des pouvoirs qui leur furent donnés.

En un mot, aussi longtemps que ces éléments survivront, une réelle Constitution ne peut être établie; elle ne pourrait pas plus faire respecter les droits du peuple qu'un chiffon de papier. Tout récemment, Tsa Kun, qui usurpa la présidence par la force et par la concussion, exerça sa gestion visiblement comme s'il y avait une Constitution. Ce qu'il fit alors était aussi loin d'être constitutionnel que le pôle nord est éloigné du pôle sud.

Par ce seul incident, nous aurions pu apprendre qu'une Constitution praticable présuppose une adaptation chez le peuple à pouvoir la supporter; il serait même préférable pour lui d'en comprendre les effets sans savoir premièrement qu'elle

en est la cause, mais jusque maintenant il n'existe pas de Constitution. Dans l'absence d'un tel soutien organisé, il faut noter de plus, que la Constitution restera toujours quelque chose sur le papier, même si elle parvenait à enrayer les abus des militaristes.

Ainsi nous voyons que ce groupe de « solutionnistes » envisage la nécessité d'une Constitution mais ne préconise pas les mesures qui maintiendraient et rendraient utile cette Constitution, une fois élaborée.

La faiblesse caractéristique de ce groupe est de ne connaître que très peu de choses concernant l'organisation et la méthode, et de manquer de courage pour se maintenir par la Constitution et de combattre, au besoin, pour elle.

Pour nous, une Constitution effective ne pourra être maintenue aussi longtemps que la domination de l'impérialisme extérieur et du militarisme intérieur n'aura pas été abattue.

II. — LES FÉDÉRALISTES

Ce groupe prétend que le trouble entier réside dans le fait que le gouvernement central est trop lourdement chargé; il conclut de là que la solution se trouverait dans le relèvement de cette charge par la répartition du pouvoir entre les différentes provinces.

Son argument est celui-ci : dès qu'un système de gouvernement propre serait introduit dans chaque province, la supercentralisation finirait et le gouvernement ne serait plus longtemps une source d'alarmes. Ce groupe, de nouveau, fait erreur en ce sens qu'il ne tient pas compte de l'origine et de la nature du gouvernement actuel.

Le gouvernement existant à Pékin n'a pas été légalement reconnu, il n'a pas été ratifié par le vote populaire; il représente plutôt les machinations de quelques puissants militaristes qui, par la force brutale, se sont eux-mêmes imposés par leurs manigances et qui, grâce à elles, ont pensé continuer leur propre pouvoir.

Il est certainement embarrassant qu'aucune force n'ait été apportée pour chasser ces supermilitaristes au moment où ils voulaient abandonner leur aide au gouvernement; de pareilles suggestions seraient prématurées, quelles que soient les promesses que nous pourrions tirer de ce groupe; nous nous fierions dans ce cas aux promesses des militaristes de province pour réaliser une supercentralisation.

Le résultat d'une telle suggestion peut facilement être prévu; une désintégration plus rapide du pays en serait alors le résultat et chaque province subirait la rude étreinte d'un simple égoïste ou d'un militaire rapace. Il s'ensuivrait alors une confusion générale, due aux conflits d'intérêt, entre les militaires provinciaux et ceux du pouvoir central jusqu'à ce qu'un équilibre de pouvoir fût atteint. Est-ce ceci le self-gouvernement?

Un véritable self-gouvernement est en effet quelque chose de propre et désirable et convient bien à l'esprit de notre race. Mais il ne peut être réalisé, nous le soutenons, aussi longtemps que la Chine n'a pas conquis sa complète indépendance.

A présent, le peuple entier n'est pas encore libre; quand le tout n'est pas libre, peut-on espérer que la partie le soit?

Aussi, il faut que la lutte pour le self-gouvernement marche de pair avec la lutte pour l'indépendance nationale. Si la Chine n'est pas libre, il ne peut y avoir de province libre en Chine. La

province a certainement ses propres problèmes économiques, politiques et sociaux, mais pour leur solution ils doivent être traités comme des parties du plus important problème de la nation entière.

Il est alors évident que la venue d'un self-gouvernement sincère dépend de l'ultime triomphe du mouvement révolutionnaire. Celui-ci mérite la considération attentive de tout le peuple chinois.

III. — LES PARTISANS DE LA PAIX

La guerre civile continuelle en Chine a conduit à l'idée qu'une conférence de paix ou des conférences devaient être convoquées avant de faire toute autre chose.

Se sont rangés à cette idée beaucoup de Chinois ainsi que bien des étrangers.

Si une telle conférence était faisable, elle devrait certainement réunir l'appui loyal de tout le peuple chinois. Mais il n'en est pas ainsi. La raison est évidente. Ce sont les militaristes qui, avec leur égoïsme et leur jalousie mutuelle, sont seuls responsables de cet état chronique de troubles dans le pays.

Pouvons-nous attendre la paix quand un tel groupe est au pouvoir ? Un accord pacifique temporaire peut être obtenu, mais un tel accord ne signifie rien s'il n'obtient pas maintenant un équilibre des pouvoirs parmi les partis; il est certain qu'il n'affecte pas le peuple en général.

L'unification parmi les militaristes n'est pas identique à l'unification du pays; c'est de cette dernière que le peuple a réellement besoin. Le résultat d'une telle conférence de la paix peut bien être prévu par notre expérience concernant la paix en Europe après la grande guerre.

Ce sont les conflits d'intérêts entre les Grandes Puissances qui ont empêché l'unification des plus petits pays et ces conflits, comme nous le notons, affectent même notre propre pays. Aussi, il apparaît que la confiance en une conférence de paix pour résoudre tous les problèmes est illusoire et plus illusoire encore le désir que les partis peuvent se réconcilier sur la base d'un équilibre des intérêts accordant ainsi finalement au peuple une atmosphère pacifique.

Il nous paraît matériellement impossible d'empêcher un parti d'empiéter sur les intérêts d'un autre; et, en outre, rappelons que chaque parti est à la merci d'un nombre illimité de troupes mercenaires qui devraient trouver leurs soldes ailleurs que dans la guerre et les pillages; et il est beaucoup plus facile de piller dans une province voisine que dans la sienne.

IV. — LES CAPITALISTES ET LES PRO-CAPITALISTES

La thèse de ce groupement consiste à évincer le militarisme et le fonctionnarisme et à appeler un autre groupe puissant : les capitalistes.

Notre réponse, en tout premier lieu, est que si les militaires ont encouru l'inimitié du peuple parce qu'ils ne représentent et ne peuvent représenter les intérêts du peuple, les capitalistes ne peuvent pas davantage représenter ces intérêts ?

Deuxièmement, les militaristes ont sollicité, de toute évidence, l'appui des Puissances étrangères et ont ainsi fractionné extrêmement le pays; mais sommes-nous sûrs que pendant les dernières décades de développement du capitalisme chinois, celui-ci n'a pas reçu les faveurs des pouvoirs étrangers ? Nous n'avons aucune rancune contre

un gouvernement capitaliste comme tel, mais nous soutenons qu'un gouvernement doit avoir son origine et son organisation voulues par le peuple entier et qu'il doit représenter sa prospérité et son intérêt; qu'il ne doit pas être limité à la classe commerçante ou à toute autre classe; et que le gouvernement central doit être indépendant, libre d'exercer la volonté du peuple, débarrassé de toute influence étrangère.

**

Ce résumé montre bien que quelques-unes des solutions suggérées sont impraticables en dépit de la sincérité de leurs protagonistes, tandis que d'autres sont fallacieuses et manquent de sincérité.

Le Kuo Min Tang a toujours soutenu qu'une vraie révolution nationale suivant la « San Min-Chu-I » c'est-à-dire les trois principes démocratiques, est la seule et unique solution au problème. En passant en revue la situation présente de la Chine, nous sentons tous très vivement qu'une reconstruction nationale complète ne peut pas être de nouveau différée. La révision et l'élaboration des principes et de la politique de notre Parti sont maintenant en ordre.

(A suivre.)

UNE VUE PROPHÉTIQUE DE RECLUS

Russes et Chinois

Des écrivains ont émis l'opinion que Chinois et Occidentaux restent mutuellement impénétrables dans leur mode de sentir et de penser : tout accord apparent serait forcément un malentendu, puisque les mots eux-mêmes sont intraduisibles de langue à langue. Cela est vrai partiellement, mais ne l'est que pour un temps entre tous les peuples, entre toutes les communautés distinctes. La compréhension réciproque, d'abord impossible, puis difficile, incomplète et décevante, finit par devenir entière chez des individus, d'abord avancés de leur type de race, de nation ou de profession spéciale. A mesure que les points de contact se multiplient, la compréhension mutuelle s'accroît : on arrive à se pénétrer l'un l'autre, non seulement par la pensée, mais encore par l'instinct. Mais il faut qu'il y ait sympathie, attraction naturelle : le marchand qui ne voit dans ses transactions avec l'indigène que des taëls à gagner, le missionnaire qui se borne à baptiser les mourants pour les envoyer en paradis, le militaire qui gagne la croix en transperçant des ventres de poussaïs, ceux-là certainement ne feront rien d'utile pour la pénétration mutuelle des génies de l'Orient et de l'Occident et leur fusion en une compréhension supérieure vraiment humaine...

**

Des puissances qui se disputent actuellement des lambeaux du territoire chinois, il n'en est en réalité que deux dont les annexions puissent être considérées comme de nature à repêtrer la population locale au point de l'absorber dans une nationalité différente. Ces deux puissances sont la Russie et le Japon dont les empires confinent à celui du Milieu, et qui, par la pénétration constante des

immigrants et des mœurs, par des mariages, arrivent à transformer les annexés jusque dans leur conscience politique. Pareil résultat ne saurait être évidemment dans l'ambition de la France, quelque étendue que puissent acquérir un jour ses emprises sur les provinces méridionales : ses sujets chinois resteront des Chinois. La Grande-Bretagne, malgré toute son influence au point de vue de l'équilibre commercial, ne songe nullement à angliciser les Chinois, auxquels d'ailleurs la plupart de ses colonies ferment leurs portes. Les Etats-Unis, pour la même raison, auraient mauvaise grâce à s'associer en Chine à ces mêmes hommes que leur politique offense si gravement dans le territoire de l'Union américaine. Enfin l'Allemagne, si bien disciplinée que soient ses fonctionnaires et ses soldats, ne changera point les Chinois en Germains : elle ne sera que puissance conquérante et dominatrice, représentée par un groupe de maîtres, que l'on tiendra toujours pour des étrangers et qui resteront détestés si leur politique ne prend une autre direction.

Pour la Russie, c'est autre chose. Elle se présente le long des frontières de la Chine par les caractères mêmes qui la font ressembler à l'empire du Milieu. Elle arrive avec tous ses troupeaux de peuples asiatiques, Bouriates et Mandchoux, Kirghiz et Mongols, tous descendants de hordes qui reconquirent autrefois la suzeraineté de l'empereur jaune et qui se prosternent aujourd'hui devant le tsar blanc. L'alliance matérielle, intime, populaire, se fait sans peine par tous ces éléments ethniques, tandis que l'influence russe proprement dite est due à la colonisation agricole sur les bords de l'Amour et de l'Oussouri, au tracé des routes et des chemins de fer, à la construction des villes et à l'ouverture des écoles.

ELISÉE RECLUS.

(L'Homme et la Terre).

La force de la démocratie

La grande force de la démocratie, ce qui fait d'elle un régime incomparable pour assurer la sécurité du capitalisme, c'est la facilité avec laquelle elle peut procéder à des changements de façade. Quand le prolétariat est trop las de l'exploitation à laquelle il est soumis, la bourgeoisie charge du pouvoir un nouveau parti. L'exploitation capitaliste subsiste comme devant, mais la façade est changée; cela suffit pour apaiser les colères, ajourner les révoltes : on s'imagine que l'édifice est transformé, puisque c'est une autre façade que l'on voit. C'est par l'alternance au gouvernement de deux partis que la bourgeoisie anglaise maintient sa domination; c'est en substituant orléanistes à légitimistes, bonapartistes à orléanistes, républicains à royalistes, radicaux à opportunistes, que la bourgeoisie française maintient la sienne.

Mais ce n'est pas seulement le parti au pouvoir qui doit changer; il faut aussi que change le parti d'opposition. Une opposition est aussi nécessaire au régime parlementaire qu'un gouvernement, et une opposition s'use aussi vite qu'un gouvernement. La bourgeoisie anglaise serait aussi désemparée si était vide le « Front Bench », le banc des chefs de l'opposition aux Communes, que si y était

vide le banc du gouvernement; l'une des causes auxquelles fut attribuée la puissante agitation ouvrière qui secoua l'Angleterre dans les années qui suivirent immédiatement la guerre, fut le manque d'activité, l'opposition insuffisante de l'opposition parlementaire du Labour Party. En France pareillement, il faut au régime parlementaire une « Opposition de Sa Majesté », et comme, à la différence de l'Angleterre, ce n'est point par une simple alternance des mêmes partis, mais par la venue de partis constamment nouveaux que la bourgeoisie française assure les changements de façade nécessaires, il faut en France un parti d'opposition toujours nouveau. Quand un parti anciennement d'opposition devient gouvernement, il faut, pour la sécurité de la bourgeoisie, qu'un nouveau parti d'opposition se constitue sur lequel puissent se porter jusqu'à nouvel ordre les espoirs, toujours déçus mais toujours renaissants, des opprimés.

L'histoire de la III^e République est instructive à cet égard. Lorsqu'en 1877, après le 11 mai et la démission de Mac-Mahon, la voie du Pouvoir fut ouverte aux républicains, ceux-ci, qui avaient jusqu'alors dans leur ensemble figuré l'opposition, durent se scinder pour que se constitue une nouvelle opposition. Pendant que les républicains « opportunistes » devenaient le gouvernement, les républicains d'« extrême gauche » furent l'opposition. Cela dura une dizaine d'années; au bout de ce temps le pouvoir avait usé l'opportunisme, l'extrême gauche au contraire, devenue le parti radical-socialiste, s'était renforcée. L'opportunisme ne put alors continuer à exercer le pouvoir qu'en appelant l'opposition à y participer : ce fut l'époque des ministères de « concentration républicaine ». Mais l'opposition radicale-socialiste étant devenue un parti de gouvernement, il fallait une nouvelle opposition : ce furent les socialistes qui s'en chargèrent. Aux élections de 1893 quarante-huit socialistes entrèrent au Palais-Bourbon : la bourgeoisie était sauvée. Elle avait à nouveau son opposition, une opposition neuve, non encore compromise, n'ayant encore et pour cause, déçu aucun espoir; les colères et les révoltes du prolétariat allaient donc pouvoir encore une fois être canalisées.

Et maintenant que la politique du « cartel », parfaite homologue de la politique de « concentration républicaine », a disqualifié le parti socialiste en tant que parti d'opposition, comme celle de « concentration » avait disqualifié le parti radical-socialiste, la bourgeoisie est de nouveau à la recherche d'une opposition. Aussi est-ce avec une joie à peine dissimulée que la presse bourgeoise, *Temps* en tête, a accueilli les derniers succès électoraux du Parti communiste. A nouveau voici la bourgeoisie française avec une bonne opposition parlementaire, assez forte en gueule pour entretenir les illusions nécessaires, et assez parlementaire pour comprendre et appliquer les règles du jeu, les savantes manigances par lesquelles est semée la confusion, est émusée la lutte de classe : on fait appel aux troupes du cartel pour vous soutenir au second tour, on vote soi-même pour certains bourgeois afin de faire échec à d'autres (Millerand), etc., en un mot on s'incorpore à la vie politique bourgeoise au lieu de se dresser contre elle.

La bourgeoisie peut à nouveau respirer : elle possède à nouveau son « Opposition de Sa Majesté ».

R. L.

LE VII^e EXÉCUTIF ÉLARGI DE L'I. C.

De Ruth Fischer à Sméral

Les délégués des sections de l'Internationale Communiste qui se sont assemblés à Moscou du 20 novembre au 16 décembre derniers, se sont trouvés à nouveau en face du problème de la stabilisation capitaliste que la rationalisation est venue poser d'une manière plus aiguë. La bolchévisation ne permet plus, comme autrefois, sur de telles questions essentielles, aux divers points de vue de s'affronter ni de pousser l'étude à fond. Elle exige des mots d'ordre rudimentaires et des solutions faciles. Si quelqu'un s'avise de formuler une proposition juste, la peur d'être taxé de menchévisme l'oblige à la compléter aussitôt par une affirmation « bolchévique » et les difficultés se trouvent toujours facilement tranchées... sur le papier.

Ce qui s'est passé à propos du plan Dawes est, à ce point de vue, typique. Le plan fut élaboré, proposé par ses auteurs. Les gouvernements en discutèrent. Vains bavardages ! s'écria-t-on immédiatement du côté communiste. Parce. Comédie. Seuls des social-démocrates peuvent y croire. Les rivalités capitalistes rendront sa réalisation impossible. Cependant le plan est ratifié par les gouvernements intéressés. Alors il ne s'agit plus de comédie ni de vains discours. C'est un drame, une menace d'esclavage pour les ouvriers. On crie : « A bas le plan Dawes ! » Les cellules — ou ce qu'on appelle ainsi — votent des résolutions. La bourgeoisie dédaigne ce qu'elle sait n'être que criaileries. Le plan Dawes entre en application.

La rationalisation.

L'histoire menace de se répéter avec la rationalisation. Comme il était difficile de s'écrier purement et simplement : « A bas la rationalisation ! », on a lancé le mot d'ordre : « A bas les conséquences de la rationalisation ! » Telle est la magnifique formule proposée par Boukharine au terme d'un long rapport.

L'Internationale Communiste ne nie plus aujourd'hui qu'il existe une certaine stabilisation capitaliste. Elle reconnaît aussi que, par la rationalisation, la bourgeoisie s'efforce de donner une base solide à cette stabilisation encore précaire. Mais, selon Boukharine, cette tentative est vouée à l'échec parce qu'elle se heurtera à des obstacles insurmontables. La crise présente est, avant tout, une crise de sous-consommation. La rationalisation avec sa production massive, les cartels et « leur politique obligatoire des prix élevés » ne pourront donc que l'aggraver. Boukharine reprend, sur ce point, l'explication simpliste des gauchistes. De plus, il y aura lutte à l'intérieur des cartels pour les parts respectives. « Enfin, conclut-il, la plus grande difficulté à laquelle se heurte la rationalisation capitaliste (elle se manifesterà dans un avenir prochain), c'est la résistance certaine de la classe ouvrière. »

Cette manière sommaire et simplifiée de résoudre les problèmes fondamentaux de l'heure présente expose à bien des déconvenues. Au moment où on pouvait lire en France ce rapport, dans lequel il est affirmé que le Cartel de l'acier a été conclu contre l'Angleterre, on pouvait lire également deux informations fixant l'attitude de l'Angleterre.

L'une, publiée par le *Times*, dit que l'organisation représentative de l'industrie métallurgique britannique vient de déclarer qu'elle est prête à entrer dans le Cartel international de l'acier et participera à la réunion fixée à la première semaine de février. L'autre, donnée par le *Boersen Courier*, confirme qu'il n'y a plus d'obstacle de principe mais seulement la question des parts à régler. Or, on sait qu'il y eut également, avec la Belgique, lors de la constitution du Cartel, des difficultés de cette nature et on sait aussi que, finalement, l'accord s'établit. De même, dès qu'il y a un accrochage à Genève, les journalistes communistes annoncent l'effondrement de la Société des Nations. Le malheur, pour leur crédit, est que chacun peut constater qu'il n'en est rien.

La stabilisation capitaliste.

On a, maintenant, un recul suffisant pour apprécier, avec de moindres risques d'erreur, le caractère de la stabilisation capitaliste ; il est possible de déterminer si c'est quelque chose de tout à fait précaire, d'éphémère, ou s'il s'agit d'un mouvement plus profond, susceptible de durer et, en durant, de s'enraciner assez solidement.

Boukharine se borne à répéter ce qu'on a déjà écrit souvent : que l'Europe des traités de Versailles et d'ailleurs n'est pas viable et il affirme, en outre, que les antagonismes capitalistes vont croissant.

Mais le fait nouveau qui domine la situation présente c'est précisément que la bourgeoisie s'aperçoit que l'Europe risque d'être étouffée sous ces traités et qu'elle se met elle-même à les déchirer. Dans « Europe et Amérique », Trotsky, qui, le premier dans l'I. C. a eu le courage d'aborder franchement cette question de la stabilisation capitaliste, écrivait : « Il faut chasser ceux qui ont morcelé l'Europe, prendre le pouvoir pour unifier cette dernière et créer les États-Unis socialistes d'Europe. » Le prolétariat des pays alliés victorieux n'a pas déchiré les traités et ce sont, du côté des Alliés vainqueurs, les mêmes hommes qui ont morcelé l'Europe qui se préoccupent de la « démorceler ». C'est Poincaré, l'homme de la Ruhr, qui fait maintenant la politique de Locarno et c'est sous son ministère que se concluent les premiers accords économiques franco-allemands. Aussi est-il tout à fait faux de dire que les « antagonismes capitalistes s'accroissent ». Non seulement nous assistons à la conclusion des premiers grands cartels internationaux, mais nous sentons, chez la bourgeoisie, la volonté d'un grand effort méthodique pour reconstruire l'Europe. Quelques-uns de ses interprètes, pleins de confiance, déclarent que si le dix-neuvième siècle fut celui de l'industrialisation, le vingtième sera celui de l'organisation. Ils ont une vue de la situation présente plus audacieuse et plus exacte que celle exprimée par Boukharine et ratifiée par l'Exécutif. Pourtant le délégué autrichien a formulé une objection. Le mot d'ordre de Boukharine sonne désagréablement à ses oreilles parce que... c'est celui qu'a lancé la social-démocratie autrichienne. Mais tous les autres délégués étaient « pleinement d'accord » avec Boukharine, de même qu'antérieurement ils étaient « pleinement d'accord » avec Zinoviev.

Influence gagnée ou perdue.

Reste l'obstacle décisif : la résistance certaine de la classe ouvrière. Boukharine nous gratifie

d'une affirmation tranchante : « La situation en Europe occidentale, dit-il, est tout autre qu'en Amérique. Les communistes ayant gagné de l'influence sur les masses ouvrières empêchent la stabilisation capitaliste. » Or, la grève des mineurs britanniques était à l'ordre du jour et les débats ont exactement montré de quoi les partis communistes sont capables. D'abord, ces déclarations d'un personnage actuellement très important, Sméral : « Nous avons en Tchécoslovaquie un parti communiste fort... Le Parti, tout comme les syndicats rouges, s'est vraiment efforcé d'accorder une aide efficace aux mineurs anglais. Hais a parlé entre autre de la région où nous sommes les plus forts, c'est-à-dire la région houillère de Kladno. Il a déclaré : « Mais que pouvions-nous faire ? Dans cette région, les mineurs n'ont pas, pendant deux ans, travaillé plus de trois ou quatre jours par semaine. Toutes les familles sont affamées et endettées, sans vêtements. Et, lorsque la question s'est posée de travailler cinq jours par semaine, au lieu de trois jours comme précédemment, il était difficile de leur demander de refuser ce travail. Nous avons réussi seulement deux fois à les décider à refuser de travailler le samedi. Mais la trahison de la petite minorité réformiste (nous avons là-bas dans nos organisations 80 % des ouvriers) a démoralisé les ouvriers qui ont décidé de travailler six jours par semaine. »

Puis celles de l'Allemand Rimmelé, bolchéviseur de la première heure : « Le camarade Sméral a déjà établi les résultats de la lutte dans les mines anglaises sur le développement de la production du charbon en Tchécoslovaquie. Dans une plus large mesure, il en a été de même en Allemagne où une grande intensification de la production de l'industrie lourde s'en est suivie... Mais il y a aussi des causes objectives à la défaillance du prolétariat européen, surtout la grande misère causée par le chômage. »

Du Hollandais De Vieser : « Notre parti a tout fait pour aider les grévistes, mais par suite de la trahison des organisations réformistes et aussi par suite de l'orientation à droite de l'immense, nous n'y avons pas réussi. »

De même le délégué polonais a dû constater que l'absence de solidarité ouvrière a grandement servi Pilsudski, et quant à Monmousseau on sait déjà comment il a osé mentir. (Cela aussi est un signe des temps.)

Quel terrible aveu d'impuissance ! Les communistes agissent et parlent comme les social-démocrates en même temps qu'ils dénoncent la trahison des social-démocrates.

Incident violent.

L'intervention des chefs de l'opposition a provoqué un incident d'une extrême violence. Quand Kaménev marchait avec Staline, il avait toutes les vertus, il était la vieille garde. Son intervention ayant été assez agressive, Staline se mit à lui reprocher divers méfaits, avec sa grossièreté coutumière. Kaménev riposta, traita Staline de menteur et Boukharine de valet ; il invoqua un témoignage écrit de Lénine. Staline le reconnut, mais ajouta que Lénine avait affirmé sciemment une contre-vérité par intérêt politique.

Cela continua sur ce ton quelque temps... Heureusement que les bolchévisés ont l'estomac solide.

A. ROSMER.

CHOSSES DE RUSSIE

Sous ce titre, nous publierons désormais des extraits des principaux journaux russes, susceptibles de nous renseigner sur la nature et les causes des difficultés rencontrées par la révolution russe.



Les Syndicats dans les concessions.

Extraits de la *Rabotchaïa Gazeta* du 3 novembre :

« Comparativement au nombre total des ouvriers occupés dans les mines d'Etat, celui des mineurs travaillant dans les concessions est certainement infime ; mais toute une série de circonstances très sérieuses ont obligé, ces derniers temps, le syndicat des mineurs à accorder beaucoup d'attention au travail syndical dans les concessions.

« 7.500 ouvriers travaillent en Sibérie, dans les gisements d'or concédés à la « Léna Goldfield » ; 626 en Extrême-Orient, à la Tietioucha (mines de plomb et d'argent) ; plus de 1.000 à l'île Sakkaline ; enfin 2.000 sont occupés, en Géorgie, à la concession du manganèse de Tchiatouri.

« Le présidium du Syndicat des Mineurs enquêta récemment sur le travail syndical dans ces concessions, et Abramoff fit, au Comité central, le rapport sur ce sujet.

« Il se trouve que beaucoup de militants n'ont pas compris la ligne de conduite à adopter envers les concessionnaires. Le rapporteur estime que *puisque l'exploitation habituelle des travailleurs s'exerce dans les concessions, la besogne syndicale ne peut se baser, là-bas, que sur la défense des intérêts de classe des ouvriers.*

« Pourtant dans beaucoup de concessions, une quantité considérable d'ouvriers ne sont pas membres du syndicat. A l'île Sakkaline, 73 % ne sont pas syndiqués. On compte 39 % de non-syndiqués à Tietioucha. Même à Tchiatouri, alors qu'aux environs existe une section syndicale active, il y a encore 13 % de non-syndiqués. A l'île Sakkaline, 1/2 % seulement des ouvriers japonais sont organisés ; à Tietioucha, 21 % des ouvriers chinois.

« Beaucoup d'organisations syndicales adoptent des procédés erronés pour la fixation des tarifs dans les concessions. Parfois, sans réflexion, on proclame le boycottage, on menace de grève sans chance de succès, sans entente avec les organisations supérieures. Non seulement cela ne procure aucun avantage, mais, souvent, il en résulte une diminution de l'autorité du syndicat vis-à-vis des ouvriers.

« Le Comité central du Syndicat a élaboré toute une série de propositions pour mieux organiser la besogne syndicale dans les concessions. Une Commission spéciale a été désignée pour les examiner. »

D'après ce compte rendu, il est difficile de comprendre quel est le défaut essentiel des syndicats dans les concessions. Abramoff, insistant sur la défense des intérêts de classe, laisse supposer un manque de netteté des fonctionnaires locaux vis-à-vis des patrons ; cependant, la dernière partie de l'extrait les accuserait plutôt de manquer de doigté.

Quoi qu'il en soit, le nombre des non-syndiqués est un fait alarmant. La force morale des patrons étrangers est-elle si grande qu'après à peine quinze mois elle tienne encore tant d'ouvriers à l'écart des syndicats, cela sous la dépendance d'un Etat qui, tout au moins théoriquement, est prêt à intervenir à la moindre brimade ? Ou bien, une fois de plus, la réalité ne correspondrait-elle pas aux belles théories ?

NOTES ÉCONOMIQUES

La chaudière moderne, instrument du capitalisme financier.

La plus vieille des grandes inventions, celle qui, avec l'invention du métier mécanique, est à l'origine du monde moderne, la production de la vapeur, est en train de subir une profonde transformation. Cette transformation a commencé il y a une vingtaine d'années, mais ce n'est guère qu'actuellement qu'elle bat son plein.

Jusqu'au commencement de ce siècle, on n'avait que d'assez petites chaudières marchant à basse pression (10 à 15 kilogs maximum), à allure lente (12 kilogs environ de vapeur produite à l'heure par mètre carré de surface de chauffe), et à rendement médiocre (65 0/0).

Maintenant les chaudières de nouveau type marchent à 40 kilogs de pression et vaporisent 60 kilogs d'eau à l'heure par mètre carré de surface de chauffe. La pression a donc plus que doublé, et la vitesse de vaporisation quintuplé, ce qui a eu pour conséquence de faire passer le rendement de 65 0/0 à près de 90 0/0, c'est-à-dire qu'avec la même quantité de charbon on obtient près de 90 kilogs de vapeur au lieu de 65. Combiné avec les progrès réalisés dans les machines électriques cela a dès maintenant pour résultat que le plus gros fournisseur d'électricité de la Ville de Paris par exemple, l'*Union d'Electricité*, produit une quantité d'électricité quadruple de celle qu'il produisait avant guerre, tout en ne consommant que le double de charbon. Cependant cela c'est presque déjà le passé, car on annonce qu'on va sortir des chaudières qui produiront jusqu'à 150 kilogs de vapeur par mètre carré de surface de chauffe!

Cet accroissement véritablement colossal de la vitesse de vaporisation résulte de l'application d'une idée très simple, mais à laquelle, comme toujours... il fallait songer. Ce qui empêchait auparavant de marcher à allure vive, de « chauffer » très fort, c'était que très rapidement on atteignait dans le foyer de la chaudière des températures tellement élevées que les parois du foyer, si réfractaires que fussent les matériaux en lesquels elles étaient construites, n'y résistaient pas, elles se mettaient à fondre. Afin d'éviter cela on eut l'idée de disposer dans les parois du foyer des tubes d'eau. Sous la chaleur développée par la réverbération du foyer, l'eau de ces tubes se vaporisait, augmentant ainsi d'autant la quantité de vapeur produite par la chaudière, et, en même temps, toute vaporisation absorbant de la chaleur, les parois s'en trouvaient refroidies. On faisait ainsi coup double : on pouvait chauffer davantage, produire ainsi davantage de vapeur dans les tubes de la chaudière d'avantage dite, et en même temps produire une quantité de vapeur supplémentaire. Ces tubes dans les parois du foyer furent d'abord mis en petit nombre, puis en nombre de plus en plus grand, ils vont maintenant, tapisser tout le foyer, d'où les progrès actuels.

Cette transformation de la chaufferie est, il me semble, la modification la plus importante que comporte la technique de notre époque. Obtenir la force avec une dépense de moitié est une révolution aussi importante que celle qui consista, par la découverte de Bessemer, à obtenir l'acier à moitié prix.

On peut en prévoir, dès maintenant, deux conséquences.

D'abord, c'est la suppression du chauffeur. La chaufferie était restée jusqu'au XIX^e siècle la seule partie de l'usine où le machinisme n'avait point pénétré. En 1900 les chaudières les plus perfectionnées étaient encore chargées à la main exactement comme les toutes premières chaudières. Dans la décade suivante, les grilles mécaniques commencèrent à faire leur apparition, mais les chaudières de cette époque étaient à marche encore suffisamment lente pour que le chargement à la main y fût toujours possible, et souvent

plus avantageux que le chargement mécanique. Celui-ci risquait donc de mourir presque aussitôt né. Avec la chaudière moderne la situation n'est plus la même : le chauffage à la main n'y est plus possible; aucun chauffeur, même le plus habile, n'étant capable de charger les quantités considérables de charbon qu'il faut brûler à l'heure pour obtenir les énormes quantités de vapeur qu'elles peuvent fournir. L'alimentation mécanique y est une nécessité absolue. Aussi la chaufferie, cet enfer où se démenaient une multitude de démons, en proie au plus dur des métiers, devient un « désert », où se promènent tout au plus quelques travailleurs attentifs : deux hommes contrôlent la marche de quatre foyers brûlant 40.000 kilogs de charbon à l'heure. L'épuisant travail musculaire est ainsi chassé d'un de ses derniers et plus terribles repaires.

La seconde conséquence se rapporte à la concentration capitaliste. Elle est d'un grand intérêt, non seulement par elle-même, mais par le fait qu'elle est un exemple particulièrement net du mode particulier de concentration qui est la caractéristique de l'époque actuelle.

Ces chaudières modernes ne sont en effet possibles que pour de très gros consommateurs de vapeur. La quantité de vapeur très élevée qu'elle fournissent, le fait qu'elles nécessitent la manutention mécanique du charbon, et que celle-ci atteint un prix d'installation prohibitif s'il ne s'agit pas de très grosses installations, font que ces chaudières si avantageuses, ne peuvent être employées que dans les chaufferies très importantes. Puisqu'elles sont avantageuses, qu'elles exigent beaucoup moins de charbon pour obtenir une même quantité de vapeur que les autres, il s'ensuit qu'elles doivent être un facteur de « concentration », qu'elles avantageront le « gros » qui seul pourra les employer, par rapport au « petit » qui devra s'en tenir aux anciens types.

Mais en regardant de plus près, on s'aperçoit que, sauf quelques rares industries — des industries lourdes où la concentration industrielle peut déjà être considérée comme achevée du fait qu'il n'y existe plus que la très grosse entreprise, la petite et la moyenne y ayant complètement disparu — ces chaudières ne peuvent être employées qu'à une si grande échelle qu'elles dépassent les besoins d'un industriel particulier, fût-il le plus important de sa branche; elles ne conviennent qu'aux entreprises qui ont à fournir des besoins collectifs; en fait, ce sont essentiellement des chaudières pour Centrales électriques.

Dès lors, loin d'être un facteur de concentration industrielle proprement dite, ces progrès dans la production de la vapeur tendent plutôt à agir en sens contraire. Le petit et le moyen industriel qui ne produisaient leur force que dans de beaucoup plus mauvaises conditions que le gros industriel, la grande chaudière ayant toujours été, avec tous les types, plus avantageuse que la petite, se voit maintenant à même d'acheter leur force au « secteur », au lieu de la produire, et à des prix tels qu'elle leur revient moins cher qu'au gros qui la produit lui-même. Cela est tellement vrai que dans beaucoup de branches d'industries on voit les plus importantes entreprises elles-mêmes cesser de produire leur force et l'acheter elles aussi au secteur. Au point de vue de cet élément important du prix de revient, le prix de la force, le petit, le moyen et le gros vont donc tendre désormais à être logés à la même enseigne (1).

Mais ils vont se trouver tous, gros et petits, sous la dépendance de la Centrale qui leur fournira le courant. La chaudière moderne tend donc à produire non point une concentration à l'intérieur de l'industrie, mais une subordination de toute l'industrie aux détenteurs des services publics. Ceux-ci rentrant essentiellement dans la catégorie de ce qu'on a appelé le capitalisme financier, on peut dire de cette forme de concentration qu'elle consiste à faire dépendre le capitalisme industriel du capitalisme financier.

(1) A condition, bien entendu, que les tarifs soient les mêmes pour le gros consommateur et pour le petit. Mais ce peut être aussi bien celui-ci que celui-là que les tarifs avantageront. C'est là une pure question de tarifs, question qui dépend de la politique et non de nécessités techniques.

A travail égal, salaire égal.

On sait qu'à un moment donné l'un des tremplins de l'opposition russe fut la suppression, ou tout au moins l'atténuation des scandaleuses inégalités dans la rémunération du travail qui existent en U. R. S. S., à l'intérieur même de l'économie soviétisée, et dont nous avons donné un exemple frappant, bien que cependant sans doute pas le plus scandaleux, dans le numéro de novembre de la *Révolution Proletarienne*.

Contre cette revendication de l'égalité, la bureaucratie n'a rien trouvé de mieux que d'en appeler... à Karl Marx. Dans un numéro de la *Correspondance Internationale* consacré spécialement à la préparation de la dernière Conférence du Parti russe, on reproduisit le passage célèbre de la *Critique du Programme de Gotha* (1) sur la rémunération du travail dans la société socialiste, à ses débuts. Or ce passage n'est rien autre... que la condamnation la plus formelle du mode de rémunération du travail actuellement employé en U. R. S. S. : il est le plus magnifiquement plaidoyer qui soit pour l'égalité des salaires entre toutes les catégories de travailleurs.

Qu'est-ce en effet qu'y dit Marx ? Il dit d'abord que la formule « à chacun selon ses besoins » ne pourra être appliquée que dans une société socialiste arrivée à son plein développement. C'est l'évidence même. Dans la première période du socialisme, dans une société communiste qui « vient de sortir de la classe capitaliste », on ne peut laisser à chacun la faculté de consommer sans produire, il faudra donc que la rémunération de chacun soit proportionnelle au travail de chacun, à « sa durée » et à « son intensité », mais ajoute Marx, en second lieu, aucunes autres considérations que celles-là, la durée et l'intensité du travail, ne doivent intervenir, « tout homme n'étant qu'un travailleur comme un autre ».

Ainsi rien de plus clair. Entre deux travailleurs il pourra y avoir des différences de salaires, car celui par exemple qui n'aura travaillé que deux ou trois jours dans la semaine, faisant la bombe le reste du temps, ne touchera pas en fin de semaine le même salaire que celui qui aura fait sa semaine complète; de même celui qui n'en « foutra » pas une secousse pendant son heure de présence à l'usine pourra se voir attribuer un salaire inférieur au salaire de celui qui en met un coup. Mais entre deux catégories de travailleurs, « tout homme n'étant qu'un travailleur comme un autre », il ne saurait y avoir de différence de salaires: le professeur ou le directeur de trust qui auront travaillé intensément toute leur année n'auront droit qu'au même salaire que le manœuvre qui aura pareillement travaillé intensément toute son année, et non à un salaire décuple ou vingtuple, comme c'est le cas actuellement en U. R. S. S. (2).

Prétendre justifier par Marx les colossales inégalités de salaires existant à l'intérieur de l'économie soviétisée, inégalités non seulement égales mais même supérieures à celles qui existent actuellement dans les pays capitalistes, c'est vraiment le comble de l'impudence: toute l'œuvre économique de Marx a précisément consisté, et c'est par là qu'elle est fondamentalement révolutionnaire, à démontrer que, contrairement aux dires bourgeois, il n'y a pas d'autre différence dans la valeur des choses que des différences de travail, de quantités de travail, d'heures de travail, à l'exclusion de cette divinité mystérieuse que les privilégiés invo-

quent pour justifier leurs privilèges, la qualité du travail, certains travaux étant, d'après eux, par leur nature, d'une qualité, d'une noblesse supérieures, et par conséquent méritent une rémunération plus élevée.

Que dans des cas exceptionnels, en raison de la situation de l'U. R. S. S., isolée au milieu du monde capitaliste, pour s'assurer par exemple les services d'un spécialiste étranger détenteur de secrets, de tours de main, etc... ignorés en Russie, on consente un salaire exceptionnel, c'est là chose très regrettable sans doute, mais dont chacun comprend la nécessité, mais que l'inégalité des salaires y soit érigée en dogme, qu'on déclare que c'est cela le socialisme, qu'on vienne dire, comme a osé le faire Staline, au dernier Congrès du Parti russe, en réponse à l'article de Zinoviev sur l'égalité, que tant qu'il y aura du travail qualifié et du travail non qualifié, c'est-à-dire éternellement, car on ne voit pas comment l'instauration du socialisme même le plus complet supprimerait le travail non qualifié, il doit y avoir des différences de salaires, — et tout cela au nom de Marx, c'est d'une part renier l'essence même du socialisme, et c'est d'autre part apporter une nouvelle justification à la remarque de Lénine, qu'une fois les grands révolutionnaires morts, la bourgeoisie (que ce soit la bourgeoisie traditionnelle ou une nouvelle bourgeoisie en formation) exploite leur gloire en se réclamant d'eux, tout en falsifiant leur doctrine.

R. LOUZON.

L'INTERNATIONALISATION DE L'INDUSTRIE

Le 8 septembre avait lieu une Assemblée générale extraordinaire des *Etablissements Kuhlmann* (matières colorantes et superphosphates) dans le but d'instituer des actions à vote plural destinées à empêcher les « étrangers » de prendre le contrôle de la société. A cette assemblée, le président Donat-Agache termina son allocution par les paroles suivantes :

Nous ne voudrions pas, malgré tout, que l'on croie que cette politique d'indépendance que j'estime indispensable apporte un changement dans l'orientation de notre politique d'ententes internationales.

Nous estimons, au contraire, que les ententes internationales sont aujourd'hui une nécessité pour toutes les grandes industries, pour assurer leur prospérité. On peut dire, en effet, qu'aujourd'hui nous sommes en face d'un monde producteur en surproduction générale. Par conséquent, il est indispensable que chacun se règle, se contingente à certains moments, si l'on veut éviter des catastrophes ou des pertes inutiles.

Nous comptons poursuivre cette politique d'ententes, comme nous l'avons déjà fait, dans le but d'arriver à une solution, et la mesure que nous vous proposons aujourd'hui, en assurant l'indépendance de notre société, ne peut que renforcer notre espoir de la voir aboutir.

Je n'ajouterais qu'un mot en terminant : ce que nous cherchons, c'est d'abord de créer une sécurité absolue vis-à-vis des intérêts de la patrie : nous recherchons ensuite la réalisation d'une entente des producteurs de produits chimiques en France, et entre producteurs français et étrangers, comme viennent de le faire les métallurgistes.

(1) On trouvera ce passage dans l'édition de l'*Humanité* de la *Critique du programme de Gotha* aux pages 32 et suivantes.

(2) On essaie aussi de justifier ces différences de salaires par la distinction que Marx fait ailleurs entre le travail « simple » et le travail « compliqué ». Nous avons montré dans l'un des premiers numéros de la *Révolution Proletarienne* combien c'était là chose absolument insoutenable, mais les sophismes ont la vie dure quand ils ont pour but de justifier de nouveaux privilèges. Rappelons, en deux mots, que par heures de travail il faut entendre les heures qui ont servi à la préparation du travail, aussi bien que celles employées au travail proprement dit. L'heure de travail du professeur n'est pas seulement celle qu'il emploie à faire sa leçon, mais aussi celles qu'il a employées à la préparer, comme celle du mécanicien comprend aussi bien le temps passé au réglage préalable de la machine que celui

pendant lequel celle-ci fonctionne. Quant au temps passé à l'apprentissage, il faudrait certes le payer, mais à la condition qu'il n'ait pas été payé déjà. Or pour les ingénieurs, professeurs, etc., sortis des écoles soviétiques ou des Facultés du Travail, leurs heures d'apprentissage leur ont déjà été payées lors de celui-ci, puisque pendant ce temps ils ont été entretenus et instruits gratuitement. Quant à ceux qui ont reçu leur instruction du temps de l'ancien régime, ils n'ont pu en payer les frais que grâce aux profits que procurait à leurs parents l'exploitation des travailleurs. En ne leur payant pas ces heures, c'est-à-dire en ne payant leurs heures actuelles de travail qu'au taux de celles des travailleurs qui n'ont pas eu besoin d'apprentissage, il est certain qu'on les exproprie, mais c'est exactement la même expropriation que celle qu'on fit subir aux propriétaires d'usines, de terres, etc... : c'est l'expropriation des expropriés.

Quelques mots à Monmousseau

« *Loriot, champion de l'indépendance syndicale* », écrit Monmousseau dans la *V. O.* du 31 décembre. Champion ! C'est bien de l'honneur ; partisan, cela suffit.

Je l'ai toujours été, n'en déplaise au secrétaire confédéral, même au temps, pas si lointain où, contre Monmousseau, alors fougueux anarcho-fédéraliste, je rompais des lances sans venin pour l'interpénétration des syndicats et du Parti.

Jamais, dans ma pensée, la liaison qui devait résulter d'une adhésion librement consentie par tous aux postulats essentiels de la Révolution sociale ne devait se faire dans la forme et par les moyens employés par les dirigeants actuels du mouvement communiste. Jamais cette liaison ne devait aboutir à placer le Syndicat sous la dépendance effective, matérielle, permanente du Parti. Jamais je n'aurais accepté qu'elle pût s'accomplir au prix des sacrifices imposés d'un cœur léger à la classe ouvrière par les champions de la bolchévisation et du néo-léninisme.

Mais ce n'est pas pour traiter ces questions au fond que je demande aujourd'hui l'hospitalité des colonnes de la *R. P.* Le débat, loin d'être clos comme l'affirme Monmousseau, ne fait que s'ouvrir et j'aurai, je l'espère, l'occasion d'y prendre part.

Je tiens seulement à dénoncer sans retard l'hypocrisie et perfide tentative du secrétaire confédéral de m'opposer à Monatte.

A en croire Monmousseau, je fus « toute ma vie » (sic) en « lutte » avec ce dernier au sujet du « *ROLE* » des syndicats. Je proclamais alors « *avec superbe* » que les syndicats « n'étaient que l'école primaire de la lutte des classes et de la Révolution », et je « confondais la dictature du prolétariat... avec la dictature du Parti communiste. »

Autant d'affirmations, autant de mensonges. Certes, nous n'étions pas d'accord Monatte et moi en 1920 quand nous discutons les rapports qui devaient exister entre les syndicats et le jeune Parti que mon enthousiasme faisait trop à l'image de mes espérances, mais nos discussions n'ont jamais pris un autre ton que celui qui doit être employé entre camarades. Elles sont toujours restées fraternelles et n'ont jamais dégénéré en lutte.

Jamais, ni d'un côté, ni de l'autre une parole n'a été dite, un geste n'a été fait qui pût être interprété comme une marque d'hostilité. Nous n'avons jamais cessé de considérer, malgré notre désaccord sur certains points, que nous étions du même côté de la barricade, du bon côté, Monmousseau.

Nous pensions alors, nous pensons encore qu'on peut discuter sans se traiter de contre-révolutionnaire, de social-démocrate et sans exiger la tête de l'adversaire. Nous laissons cette responsabilité à Monmousseau et à ses pareils. Elle leur sera lourde un jour.

Quant à la proclamation que j'aurais faite « *avec superbe* » ? ! que les syndicats n'étaient que l'école primaire de la lutte des classes, c'est invention pure. De même que la prétendue confusion que j'aurais faite de la dictature du prolétariat avec la dictature du P. C. Je mets Monmousseau au défi de prouver ce qu'il avance.

Un dernier mot :

Des sommets où il règne, le secrétaire confédé-

ral dédaigneux déclare que notre résolution révèle « une ignorance totale du rôle considérable des syndicats dans l'œuvre de construction du socialisme en Russie sous la direction même du P. C. russe ».

C'est bien possible. Nous nous plaignons précisément de l'ombre dans laquelle les dirigeants actuels de la Russie tiennent ces réalisations socialistes. Puisque Monmousseau a la chance d'être bien informé qu'attend-il pour répandre la lumière ?

Qu'il le fasse donc au plus vite. Nous jugerons alors si la subordination des syndicats au P. C. est un bienfait.

F. LORIOT.

LE COURRIER DE LA LIGUE

Alger, 21 décembre.

Sans prendre avis du Syndicat des métaux, les mouleurs de la Maison Fèvre se sont mis en grève.

En présence du fait accompli, malgré les difficultés de l'heure présente, le Syndicat autonome s'est employé à faire obtenir les 4 francs d'augmentation que réclamaient les grévistes.

Mais avant d'avoir abouti, quinze jours s'écouleront ; aussi, bien en prit aux camarades du Syndicat de faire circuler des listes de souscription.

Ces listes furent remises par les grévistes mêmes à des camarades d'usine qui eux n'avaient pas abandonné le travail.

Dans certaines usines où se trouvaient des camarades unitaires ou à tendance communiste, les résultats furent négatifs, les farouches luttes de classe, prenant pour des ennemis de classe leurs camarades autonomes et entravant l'œuvre de solidarité.

Une liste fut remise à un fonctionnaire de Syndicat unitaire, nous l'attendons encore.

Malgré cela, nos camarades ont obtenu des augmentations s'élevant pour certains jusqu'à 3 fr. 50.

Brest, 2 janvier.

Je suis encore obligé de râler après les communistes. Voici que quelques militants des 3 U. R. bretonnes viennent de décider que la *Bretagne Communiste* (aujourd'hui le *Prolétaire de l'Ouest*), aurait une troisième feuille, une feuille syndicale payée par les trois U. R. Dans notre U. R., je ne crois pas que Tillon ait consulté le Bureau ; en tout cas, la C. E., chargée de la direction du journal de l'U. R., d'après les statuts, n'en a pas discuté ! C'est de cette façon qu'ils lassent les syndiqués non communistes.

Ugine, décembre.

Chacun se rend compte ici que la 7^e Union régionale est vraiment par trop étendue. Les communications, la situation géographique, etc., nous poussent de plus en plus à constituer la région des deux Savoies. Nous allons nous réunir à Chambéry sous peu et en janvier nous aurons notre région de gré ou de force. Nous en avons marre d'être dans une pagaie de la sorte.

Dax, 24 décembre.

J'ai tâché d'intéresser notre Syndicat au problème de l'unité avec l'aide d'un cahier-roulant. Cette enquête sera suivie d'une intervention auprès de l'Union régionale unitaire. Il y a, paraît-il, beaucoup de camarades qui veulent l'unité, mais sans voir ce qui l'empêche. Ce n'est pourtant pas ce qui doit nous décourager. A notre prochaine réunion de l'U. D. U. notre Syndicat interviendra, sans espérer d'ailleurs remonter le courant d'un coup.

Obligé de s'absenter de Paris, par suite de la mort de sa mère, notre camarade M. Chambelland n'a pu nous donner la rubrique « *La Renaissance du Syndicalisme* ».

Il devait examiner notamment la situation créée à la Fédération des Fonctionnaires par son dernier congrès ; il le fera dans le numéro prochain.

A travers les Livres

M AUGÉ-LARIBÉ, *Syndicats et coopératives agricoles*. (Collection Armand Colin.)

Il ne faudrait plus vivre avec cette idée d'un individualisme paysan hermétique et farouche, du moment que le tiers peut-être des travailleurs de la terre se rattachent à des organisations diverses : mutuelles, syndicats, coopératives, proportion des organisés qui est beaucoup plus forte que dans la classe ouvrière.

S'il est bon d'en être informé, le profit est plus grand encore de connaître les formes, la structure et les tendances des ces associations paysannes en plein développement. Le petit livre d'Augé-Laribé nous apporte là-dessus des renseignements bien à jour.

Il retrace l'histoire des syndicats de cultivateurs qui ont, dans une certaine mesure, aidé les campagnes à surmonter la crise agricole de la fin du XIX^e siècle (phyloxéra, concurrence victorieuse des blés des pays neufs). Tout d'abord, ces syndicats, éclos dès 1882, se proposaient, sous couleur de neutralité politique, de travailler à la paix sociale dans un sens catholique. Les riches propriétaires y dominaient nettement et pour eux le syndicat devait être la cellule-mère des autres organismes de crédit, d'assurance, des coopératives d'achat et de vente.

Puis se fondèrent des coopératives, portant parfois le nom de syndicats, surtout sous l'impulsion des paysans moyens et petits qui voulaient être indépendants à l'égard de ces hobereaux paix sociale, dont l'ambition était de tout diriger. Le but devenait plus nettement commercial : il s'agissait d'améliorer la terre en obtenant des engrais chimiques à meilleur compte qu'auprès du commerce privé, puis de fonder des caisses de prêts, patronnées par l'État; enfin, c'est l'aspect de plus moderne et le moins répandu, de vendre et de fabriquer en commun (laiteries, vente des produits maraîchers, vin).

C'est évidemment dans les pays de grande culture et de culture modernisée que ces organisations rendent davantage. Ainsi, les adhérents du Syndicat de l'Oise font en moyenne pour 3.000 francs d'achats par an, tandis que dans le Syndicat du Puy-de-Dôme, numériquement l'un des plus puissants, le chiffre s'abaisse à 241 francs (petite propriété). Ces organisations, qui travaillent au progrès agricole, sont en même temps calquées sur l'économie rurale qui les crée.

Le rêve de l'auteur, c'est de les fusionner ensemble en grandes fédérations plus puissantes, car c'est la coopération sur une grande échelle qui hante son esprit. Elle lui paraît convenir tout à fait à la mentalité paysanne, soucieuse sans doute de réaliser des profits en réduisant le rôle des intermédiaires, mais peu portée à la production en commun, c'est-à-dire individualiste, d'une manière seulement moins étroite que dans le passé.

C'est une nouvelle construction paix sociale qui se dessinerait ainsi. Les syndicats d'inspiration catholique n'y exerceraient pas le patronage qu'ils espéraient au début, mais les petits paysans y seraient fondus dans un ensemble de tout repos. Riches, moyens et menus cultivateurs se sentiraient avant tout de la même corporation et la lutte des classes à la campagne serait conjurée. C'est du reste à cette réalisation de son rêve qu'assiste l'auteur quand il voit mêlés, dans les mêmes organisations paysannes, les partisans de toutes les tactiques.

Il semblerait qu'ainsi, tandis que le progrès technique industriel, facteur de concentration dans la production, a différencié les classes, le progrès technique agricole qui se fait en partie à l'aide de ces syndicats, mais ne dépasse pas le stade de la production individualiste, doit servir indirectement de frein à cette différenciation des classes rurales.

Les syndicats agricoles à caractère prolétarien de journaliers, de métayers, ne paraissent pas viables à l'auteur, à côté de ces associations commerçantes. Il professe pour eux un certain dédain. Il rencontre du reste un allié tout à fait imprévu dans le Parti communiste qui, sous prétexte de lutter contre le fascisme

auquel il ramène tout ce qui est syndicat paysan, a négligé les seuls syndicats ruraux de nature prolétarienne. Sous son inspiration, la Fédération unitaire de l'Agriculture a pris depuis quelques années figure de parente pauvre, tandis que le Conseil Paysan poursuit, à l'imitation des syndicats « bourgeois » une action coopérative bien propre à détourner de la lutte des classes les paysans touchés par les idées révolutionnaires, du moment qu'on leur fait entrevoir qu'ils peuvent, en régime capitaliste, améliorer leur sort en supprimant quelques intermédiaires commerciaux.

On a perdu de vue le vrai prolétariat rural si difficile à rassembler pour courir à l'à-peu près paysan, conséquence regrettable et d'ailleurs prévisible d'une politique au jour le jour, marquée là comme ailleurs par un médiocre opportunisme bruyant. On ne parviendra sans doute pas à concurrencer les organisations agricoles de type bourgeois et il y a bien peu de chances pour qu'on les noyauté; on flattera donc un peu plus l'individualisme paysan au lieu de grouper dans des syndicats liés aux syndicats ouvriers les véritables exploités de la terre que sont les salariés agricoles et les métayers. — A. RICHARD.

JOSEPH JOLINON. *La Paroissienne*. (Rieder, édit.)

Après le *Meunier contre la ville*, Joseph Jolinon donne la *Paroissienne*.

Un curé, haut en couleurs, cousin du fameux meunier, arrive dans *Corpuscu* qui vient de se donner à la gauche franc-maçonne. Gaillardement, il entreprend la conquête de la petite ville. Mais s'il épate le bon public, ce n'est pas sans scandaliser la bourgeoisie bien pensante et surtout les « punaises de sacristie ». Sauf pourtant la Romanche, paroissienne dont les ardeurs mal éteintes se raniment à la chaleur du curé éclatant de vie.

Contée en patois paysan, la *Paroissienne* ne manque ni de verve, ni de sel. Mais il nous faut dire que la verve et le sel ne peuvent suffire à notre appétit et que le *Valet de gloire* nous a donné quelques motifs d'exiger de Jolinon plus qu'une sauce délectable.

A notre époque constipée — où le plaisir lui-même a quelque chose de factice et de fiévreux — il est toujours agréable de rencontrer des gaillards qui aiment la vie et jouent leur partie les manches retroussées; mais il est fâcheux de voir un romancier aussi vigoureux que Jolinon tenir de tels gaillards en laisse sur les bords de la mêlée humaine au lieu de les laisser aller se débattre et ruer au plus rapide du tourbillon.

Que les écrivains craignent de faire figure de partisans — en une société où les partis sont une étrange cohorte aux chefs trop malins et aux troupes trop effacées — cela se conçoit, mais qu'ils craignent d'affirmer leur tendance jusqu'à fuir le grand sujet social qui se jette dans leurs bras, cela se conçoit moins. L'objectivité littéraire est indispensable, mais elle ne saurait impliquer le dédain de la formidable agitation sociale que nous vivons depuis quelques années.

A notre connaissance — limitée évidemment — la vaste production actuelle n'a pas projeté une lueur de clarté sur les remous de la vie publique de ces dernières années, qui ne sont pourtant pas moins tragiques que celles de la guerre si abondamment fouillées. — B. GIAUFFRET.

Nous avons reçu :

A. Vienne et A. Wauters : *La Réforme du Réformisme ?* (L'Eglantine, Bruxelles.)

H. Dret : *La Chaussure*, 14 fr. (Bibliothèque sociale des métiers, Doin, édit.)

Mémoires d'Abd el Krim, recueillis par J. Roger-Mathieu. 13 fr. 50. (Lib. des Champs-Élysées.)

Diego Abad de Santillan : *La Jornada de Seis Horas*. Brochure, 10 centavos. (Edit. de la « Protesta », Buenos-Ayres.)

L. Trotsky : *Les Problèmes de la guerre civile*, 1 fr. 50. (Libr. du Travail.)

FAITS ET DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

SAMEDI 25 DÉCEMBRE. — Congrès de la Ligue des droits de l'homme à Metz.

Belgique : Discussion sur la participation des sociales au gouvernement, au Congrès du P. O. B.

LUDNI 27. — *Nicaragua* : Débarquement de marins américains.

MARDI 28. — Le gouvernement français refuse son adhésion au memorandum anglais sur la Chine, du 18 décembre.

Lithuanie : Quatre communistes fusillés.

MERCREDI 29. — Le Conseil général de la Seine s'occupe du chômage.

JEUDI 30. — D'après le *Journal officiel*, le nombre des chômeurs secourus a doublé cette semaine.

DIMANCHE 2 JANVIER. — *Sicile* : Arrestation de nombreux communistes.

LUNDI 3. — Mort de Charles Bonnier.

— Les usines Renault et Citroën rouvrent leurs portes.

Chine : Graves incidents à Hankéou entre la foule chinoise et les marins anglais.

MARDI 4. — Suivant Tardieu et Sarraut la crise de chômage serait inférieure à celle de 1920.

MERCREDI 5. — Le groupe parlementaire communiste réclame le moratorium des loyers pour les chômeurs.

VENDREDI 7. — Aux assises de la Seine, procès du contremaître Lafosse qui assassina Sabatier le 12 octobre dernier.

— Meeting à Wagram contre l'extradition d'Ascaso, Durutti et Jover.

SAMEDI 8. — Lafosse est acquitté.

— Première séance, à la Grange-aux Belles, d'un Comité central des chômeurs.

DIMANCHE 9. — Elections sénatoriales (série Orne à Yonne). Millerand battu.

Le bel exemple des syndicats du Livre de Haute-Savoie.

Une « Union des Syndicats du Livre confédérés et unitaires de la Haute-Savoie » vient de se constituer.

Dans une déclaration que publie le *Travailleur du Livre*, organe de la Fédération Unitaire,

et qui précède les statuts reproduits ci-après de la nouvelle Union, les camarades Barroud, secrétaire du syndicat confédéré de Thonon, et Barjon, secrétaire du syndicat unitaire d'Annemasse, disent ceci :

La nouvelle Union des Syndicats du Livre de la Haute-Savoie n'est pas un nouveau schisme destiné à mettre à mal l'une ou l'autre fédération; au contraire, ses statuts prévoient que les syndicats adhérents restent attachés à leur fédération respective. Nous sommes partisans de l'union par la raison et par des concessions mutuelles, et en attendant nous faisons de la pratique en présentant des revendications et un contrat de travail uniformes pour tout le département.

Il y a là une réalisation de front unique qu'il serait difficile à Liéchoin lui-même de considérer comme une « consécration de la scission »; ses auteurs ont du reste bien soin de souligner qu'elle est, pour eux, un premier pas vers le retour à l'unité totale :

Notre union signifie également que les fédérés de notre région sont décidés à préparer le retour à l'unité syndicale.

Et voici les statuts :

ARTICLE PREMIER. — *Il est formé une Union des Syndicats du Livre Confédérés et Unitaires du département de la Haute-Savoie, pour la défense de leurs intérêts corporatifs.*

ART. 2. — *Les sections adhérentes à ce groupement restent affiliées à leurs Fédérations respectives.*

ART 3. — *Cette Union sera dirigée par un Comité composé des secrétaires de chaque section ou de leur représentant.*

ART. 4. — *Le siège est fixé à Thonon et pourra être changé par décision du Comité.*

ART. 5. — *Les membres du Comité devront être régulièrement mandatés par leur section.*

ART. 6. — *Ce Comité aura pour charge d'élaborer les conditions et contrats de travail avec les patrons du département.*

ART. 7. — *Aucune décision de ce groupement ne pourra être appliquée qu'après ratification de la majorité des sections.*

ART. 8. — *Les décisions prises à la majorité devront être respectées par toutes les sections adhérentes.*

ART. 9. — *Les sections adhérentes s'engagent à se soutenir moralement et pécuniairement dans toutes circonstances.*

ART. 10. — *Un secrétaire et un secrétaire adjoint, nommés par le Comité administreront ladite Union.*

ART. 11. — *Cette Union comprend les syndicats suivants :*

Syndicat du Livre d'Annemasse (169^e section) ;

Syndicat Unitaire du Livre d'Annemasse ;

Syndicat Unitaire du Livre d'Annecy ;

Syndicat du Livre de Thonon (122^e section) ;

Syndicat du Livre d'Annecy (47^e section),

et pourra également englober tous les syndicats du Livre qui pourraient se former.

Lu et approuvé le 17 octobre 1925.

Le Secrétaire :

BARROUD.

Le Secrétaire adjoint :

BARJON.

L'affaire Lagresle.

Dans un précédent numéro, nous avons reproduit un article de Richetta relatant dans quelles conditions scandaleuses un militant unitaire du Textile de la région de Roanne, le camarade Lagresle, avait été condamné à l'interdiction de séjour pour faits de grève. Cette condamnation inouïe a provoqué une indignation générale dans la région. Témoin l'article que nous reproduisons ci-après, écrit par le correspondant roannais du journal, La Tribune :

Roanne, 7 novembre.

Le tribunal correctionnel de Roanne avait à juger, vendredi, les auteurs d'incidents survenus lors des récentes grèves des tisseurs et tisseuses à Neulize et Saint-Symphorien-de-Lay.

Nous avons analysé les débats. Nous ne reviendrons pas sur les détails.

Les faits, en eux-mêmes, ne présentaient pas les caractères d'exceptionnelle gravité qui, parfois, se reconstruisent dans des incidents de cette nature. Aucun non-gréviste n'avait été molesté ni frappé; aucun n'avait eu à souffrir de la moindre égratignure. Les menaces proférées étaient demeurées purement verbales, et les gestes, qui, à deux ou trois reprises, les avaient accompagnées — croûte de pain, vieilles chaussures, morceaux de tuile — n'avaient causé aucun mal.

Ni dans leurs personnes, ni dans leurs biens, patrons et ouvriers non-grévistes n'avaient eu à souffrir du moindre dommage.

ENTRE NOUS

Cependant, le tribunal, faisant preuve d'une sévérité rare, a condamné l'un des inculpés, M. Lagresle, à un mois de prison et 100 francs d'amende, et, ce qui est infiniment plus grave, à 2 ans d'interdiction de séjour.

Nous n'avons pas commenté, hier, ce jugement, le temps et la place nous faisant défaut. Mais la disproportion entre le délit et la peine était telle que nous entendions bien y revenir.

Mais qui est Lagresle ? C'est le délégué à la propagande de la Fédération des syndicats textiles de la région roannaise et thizienne, et, à ce titre, de par les fonctions que lui ont confiées ses camarades, Lagresle se trouve d'être partout où un conflit surgit dans l'industrie textile, partout où il y a grève.

A Neulize, comme à Saint-Symphorien-de-Lay, Lagresle était venu apporter aux grévistes l'appui moral et matériel de la Fédération.

Il s'est mis à la tête des cortèges des grévistes. Il le reconnaît. Il a eu des paroles brutales et maladroites, il ne le dénie pas. C'est tout. Et cela lui vaut cependant, de la part du tribunal, un traitement tout particulier.

En lui appliquant la peine de l'interdiction de séjour — peine infamante réservée aux condamnés de droit commun — le tribunal de Roanne, qu'il le veuille ou non, a pris parti. Il a frappé, non pas le délinquant, mais le militant syndicaliste.

L'interdiction de séjour dans les conditions où elle atteint Lagresle, c'est l'entrave légale qui l'empêchera, dorénavant, d'accomplir la mission de propagande que lui ont confiée ses camarades.

Ce ne peut être autre chose.

Certes, Lagresle savait que dans l'exercice de son mandat il encourrait plus d'un risque. Sa condamnation à la prison en est un : sa condamnation à l'amende en est un autre.

L'interdiction de séjour, ce n'est pas la même chose.

Si encore Lagresle était un individu suspect, de moralité douteuse, vivant d'expédients, déjà condamné pour des délits de droit commun, on s'expliquerait la peine qui vient de l'atteindre.

Mais rien de cela. Lagresle est un ouvrier honnête, laborieux, irréprochable. S'il a été précédemment condamné, c'est pour un fait bénin et se rapportant à son action de militant syndicaliste. Il a, il est vrai, des opinions avancées.

Et après ?

Les magistrats n'ont pas que nous sachions, à connaître des délits d'opinions, car ce sont des délits qui n'existent pas.

Nous insistons sur ce jugement, car il crée une jurisprudence dangereuse.

Le jugement de Roanne est encore regrettable à un autre point de vue.

Pour la première fois, à notre connaissance, on a vu les non-grévistes seconder l'action du parquet en se portant partie civile et en demandant des dommages-intérêts.

De quel préjudice ces ouvrières avaient-elles à se plaindre ? Elles n'en avaient subi aucun. Plutôt furent-elles les réelles bénéficiaires des avantages que leurs camarades grévistes avaient arrachés aux patrons.

Cependant, le tribunal leur a accordé le franc de dommages-intérêts qu'elles réclamaient.

C'est encore là une jurisprudence nouvelle et particulièrement dangereuse.

Elle n'est point faite pour diminuer les heurts, pour éviter les incidents qui surgissent au long des journées de grève entre ceux qui abandonnent l'atelier et ceux qui veulent y demeurer.

Bien au contraire, elle les fera surgir ; elle vivra les conflits, attisera des haines et rendra plus difficile les solutions arbitrales.

Ce n'est certainement pas le moyen de réaliser la paix sociale si souhaitée, si désirée...

Le tribunal de Roanne a-t-il songé à cela ?...

Reculant devant un tel scandale judiciaire, la Cour d'appel de Lyon a supprimé la peine de l'interdiction de séjour.

Si vous avez des critiques, ne les gardez pas sur le cœur. L'avons-nous assez répété ! Nous le répéterons tant qu'il faudra, c'est-à-dire jusqu'au jour où l'habitude sera prise, entre les abonnés et nous, de s'expliquer sur tous sujets regardant la rédaction ou l'administration, de s'expliquer franchement, même carrément, ce qui n'exclut pas la cordialité, ce qui même la suppose.

Saluons les premières critiques. Un camarade d'Alger nous écrit :

« Je vous soumetts l'appréciation d'un bon militant que je renforce moi-même : la R. P. cause trop de la Russie.

« Aujourd'hui les préoccupations syndicales sont si graves et si grandes que, au moins pour certains d'entre nous, elles priment tout le reste.

« Il est vrai qu'Alger est si loin de la Russie que la Révolution russe avec son engouement s'estompe dans le lointain, et que les nouvelles qui nous en viennent sont si contradictoires que l'on finit par ne plus croire à aucune. »

Non, nous n'avons pas trop parlé de la Russie. Nous en avons parlé trop peu au contraire et trop mal. Las de ne pas comprendre, on y renonce. Cependant, il n'est pas de problème plus important pour les révolutionnaires de toutes écoles que le problème russe. Au lieu de s'en détourner, il faut le pénétrer à fond afin d'en extraire les leçons qu'il comporte.

Une autre critique d'un camarade de Seine-et-Marne :

« La R. P. est une revue syndicaliste-communiste ; que n'a-t-elle le courage d'être seulement syndicaliste ! »

Plutôt que nous laisserions aux communistes de parti le monopole du communisme ! Nous avons dit souvent, avant guerre, dans la *Vie Ouvrière* d'alors, que le syndicalisme était le courant sain du socialisme. Il est non moins exact aujourd'hui que notre syndicalisme communiste est le courant sain du communisme.

« Nous serions rudement désespérés ».

Un mot de deux camarades des Landes :

« Nous sommes bien contents de voir la R. P. tenir debout et si elle n'existait pas nous serions rudement désespérés. Nous pensons que la parution bi-mensuelle rendra son action plus continue, persuadés d'avance qu'elle ne perdra rien de son sérieux et de sa solidarité.

« Combien il est difficile d'y faire des abonnés ! Il n'y a qu'à voir combien la R. P. a peu mordu dans le Midi pour s'en rendre compte et nous excuser ! Politicien et superficiel, le Midi manque trop souvent de sérieux : la Gironde a cependant sauvé l'honneur dans notre région ; nous nous demandons comment ce petit courant a pu se dessiner contre nos purs communistes de là-bas. »

Vous ne risquez pas d'être désespérés. Il n'est au pouvoir de personne de couper les vivres ou de tordre le cou à la R. P., pas même d'empêcher son développement.

Renouvez ! renouvez !

Nous ne ferons présenter par la poste les recouvrements des abonnements expirant en fin d'année que dans la première quinzaine de février. Que les camarades se hâtent donc de nous l'envoyer avant la fin de ce mois. Ils nous éviteront du travail et des frais.

Qu'ils n'oublient pas que l'abonnement est porté à 30 francs l'an et à 16 francs pour six mois.

Le gérant : V. GODONNÈCHE.

Paris. — Imp. Nouvelle (Ass. ouv.), 11, rue Cadet.
Téléphone Gut., 30-79.

J. Amlcar, directeur. — 78-1-27.

